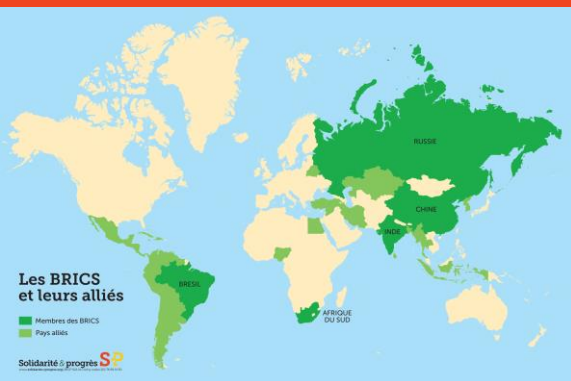
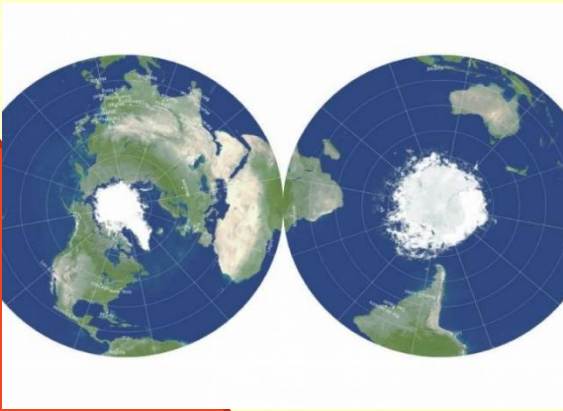




Un regard sur les stratégies en Afrique

Bulletin N°003

Le monde en pleine mutations : la danse de la mort et/ou de la vie !



Burkina Faso

Siège : Koubri, Grand Ouagadougou

18 BP 259 Ouaga Kossyam

Tél : (226) 25 39 34 33

Mobile : (226) 76 02 68 38

<http://www.cedam-af.org>

E-mail : cedam@cedam-af.org

Le Cercle d'Études Afriques – Mondes (CEDAM) est une association non partisane, à caractère scientifique et à but non lucratif. Il se présente comme une structure de la société civile, régi par la loi n°064-2015/CNT du 20 octobre 2015, portant liberté d'association (Burkina Faso).

Le CEDAM s'intéresse aux questions stratégiques, notamment celles relatives aux enjeux politiques, diplomatiques, économiques et sécuritaires des relations entre États, entre États et Institutions Internationales, entre États et Entreprises multinationales et entre plusieurs des structures citées.

Il a été créé en mars 2019 par un regroupement d'universitaires, de hauts cadres de l'administration et des personnes ressources, d'ici et d'ailleurs.

Dr Daniel KERE, Directeur Exécutif du CEDAM

Cercle d'Études Afriques – Mondes

Siège : Koubri, Grand Ouagadougou

18 BP 259 Ouaga Kossyam

Tél : (226) 25 39 34 33

Mobile : (226) 76 02 68 38

<http://www.cedam-af.org>

E-mail : cedam@cedam-af.org

CEDAM

Bulletin N°003

Mai 2023

Ouagadougou, Burkina Faso

Avertissement

Les articles publiés dans ce bulletin sont des opinions personnelles, propres à leurs auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement les opinions des membres du Cercle d'Études Afriques – Mondes.

Sommaire

Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest : potentiels locaux et enjeux internationaux	6
Forces militaires occidentales au Sahel, en Afrique de l'Ouest et lutte contre le terrorisme	16
La crise terroriste : mutations et tentatives d'endigements.....	26
Les BRICS, genèse et ambitions	31
Les crises multiformes entre la Russie et des Etats sous influence américaine : de 2014 à nos jours.....	38
Les sociétés militaires privées dans le monde, parlons-en !.....	46
Des foyers de tensions dans le monde, parlons-en !.....	56
China and the world : the emergence of a mastodon !	63

Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest : potentiels locaux et enjeux internationaux

Dr Daniel Kere. Mai 2023



L'Afrique de l'Ouest et le Sahel sont des zones situées en Afrique. Ces territoires connaissent un dynamisme aussi bien sur le plan démographique, économique et politique. Des recherches menées sur internet permettent de disposer de quelques éléments. Ces travaux sont appelés à être davantage développés.

Évolutions démographiques de l'Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est une région du continent africain qui comprend 16 pays côtiers et enclavés situés à l'Ouest du continent. Selon les estimations des Nations unies, la population de la région était d'environ 401 millions d'habitants en 2020, soit une augmentation significative par rapport à la population de 250 millions en 2000. La région est caractérisée par une croissance démographique rapide, avec un taux de fécondité élevé et une population jeune.

Le taux de croissance démographique annuel de l'Afrique de l'Ouest était de 2,7 % en 2020, le plus élevé de toutes les régions du monde. Cette croissance rapide de la population est due en grande partie à la fécondité élevée, mais également à la baisse de la mortalité infantile et à l'amélioration de la santé et de l'accès aux soins de santé.

Selon les projections des Nations unies, la population de l'Afrique de l'Ouest devrait continuer à croître rapidement au cours des prochaines décennies, atteignant près de 800 millions d'habitants d'ici 2050 et dépassant le milliard en 2100. Cette croissance démographique rapide présente des défis majeurs pour les gouvernements et les économies de la région en termes d'emploi, d'éducation, de santé, d'infrastructure et de sécurité alimentaire.

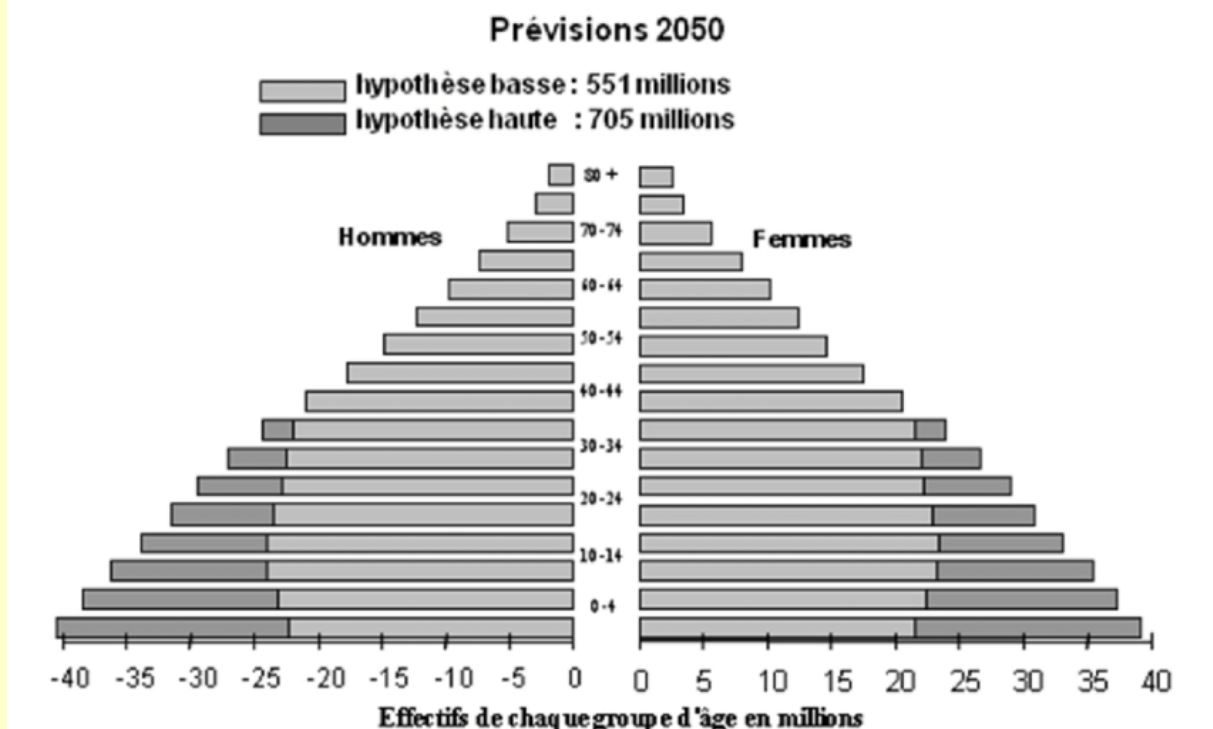
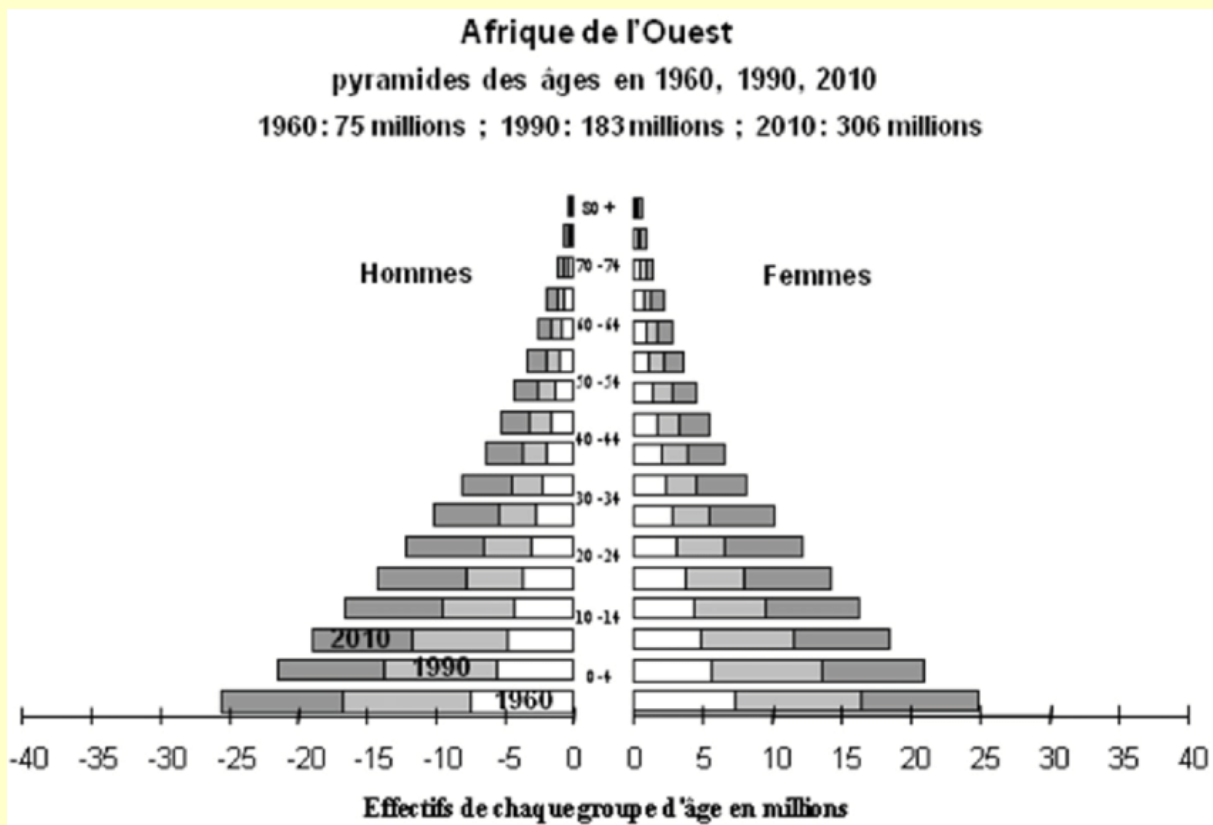


Image d'illustration¹

¹ https://www.researchgate.net/figure/Croissance-demographique-passee-et-future-en-Afrique-de-l-Ouest-Source-United fig4_275169455

Évolutions du PIB des pays de l'Afrique de l'Ouest

Le PIB (produit intérieur brut) des pays de l'Afrique de l'Ouest a connu des évolutions contrastées ces dernières années. En général, la région a connu une croissance économique soutenue, mais cela ne s'est pas traduit par une réduction significative de la pauvreté et des inégalités.

Selon les données de la Banque mondiale, le PIB de la région de l'Afrique de l'Ouest a augmenté de 3,6 % en 2019, avant de baisser à 1,3 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. La croissance devrait reprendre à partir de 2021, mais reste dépendante de l'évolution de la pandémie et des facteurs externes tels que la demande mondiale de matières premières.

Parmi les pays de la région, certains ont enregistré des taux de croissance élevés ces dernières années. Par exemple, le Nigeria, la plus grande économie de la région, a connu une croissance de 2,3 % en 2019, mais a vu son PIB diminuer de 1,8 % en 2020 en raison de la pandémie. Le Ghana a connu une croissance moyenne de 6 % entre 2017 et 2019, mais a également subi une baisse de son PIB en 2020 en raison de la pandémie.

D'autres pays de la région ont connu une croissance plus faible, voire négative, ces dernières années. Par exemple, la Guinée-Bissau et le Mali ont connu une croissance négative en 2019, tandis que le Burkina Faso a connu une croissance de seulement 0,2 %.

En général, la région de l'Afrique de l'Ouest reste confrontée à des défis économiques importants, notamment une forte dépendance aux matières premières, des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalités, et une infrastructure insuffisante. Cependant, certaines économies de la région ont réalisé des progrès significatifs dans la diversification de leurs économies et la promotion de l'investissement étranger.

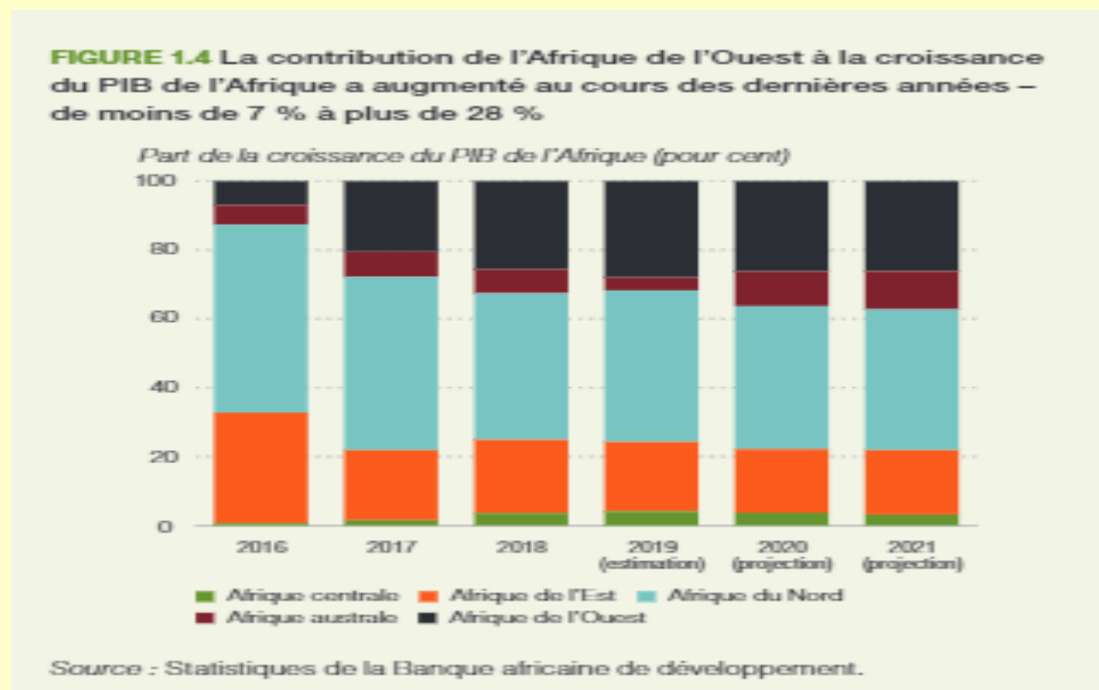


Image d'illustration²

² <http://www.commodafrica.com/04-02-2020-la-croissance-ouest-africaine-de-37-analyse-la-loupe>

Les richesses minières du sahel

Le Sahel est une région d'Afrique qui s'étend sur plus de 5 000 km de l'océan Atlantique à la mer Rouge. Cette région est riche en ressources naturelles, notamment les richesses minières. Les principaux gisements minéraux du Sahel sont l'uranium, l'or, le fer, le pétrole et le gaz naturel.

L'uranium est l'une des principales richesses minières de la région. Il est principalement exploité au Niger, où le pays est l'un des plus grands producteurs d'uranium au monde. Le Niger possède également d'autres minéraux, notamment le phosphate, le cuivre et le zinc.

L'or est également présent dans la région, avec des gisements en Mauritanie, au Mali et au Burkina Faso. Le Burkina Faso est devenu un producteur important d'or ces dernières années, avec une production qui a triplé entre 2012 et 2018.

Le fer est également présent dans la région, avec des gisements au Niger et en Mauritanie. En Mauritanie, le minerai de fer est la principale source de revenus d'exportation du pays.

Enfin, le pétrole et le gaz naturel sont également présents dans la région, notamment en Mauritanie, au Niger, au Tchad et au Soudan. Cependant, l'exploitation de ces ressources reste relativement limitée en raison de problèmes d'infrastructures, de sécurité et de gouvernance.

Dans l'ensemble, les richesses minières du Sahel ont un potentiel important pour stimuler le développement économique de la région. Cependant, leur exploitation doit être gérée de manière responsable et durable pour garantir leur contribution à la croissance économique et au développement durable de la région.

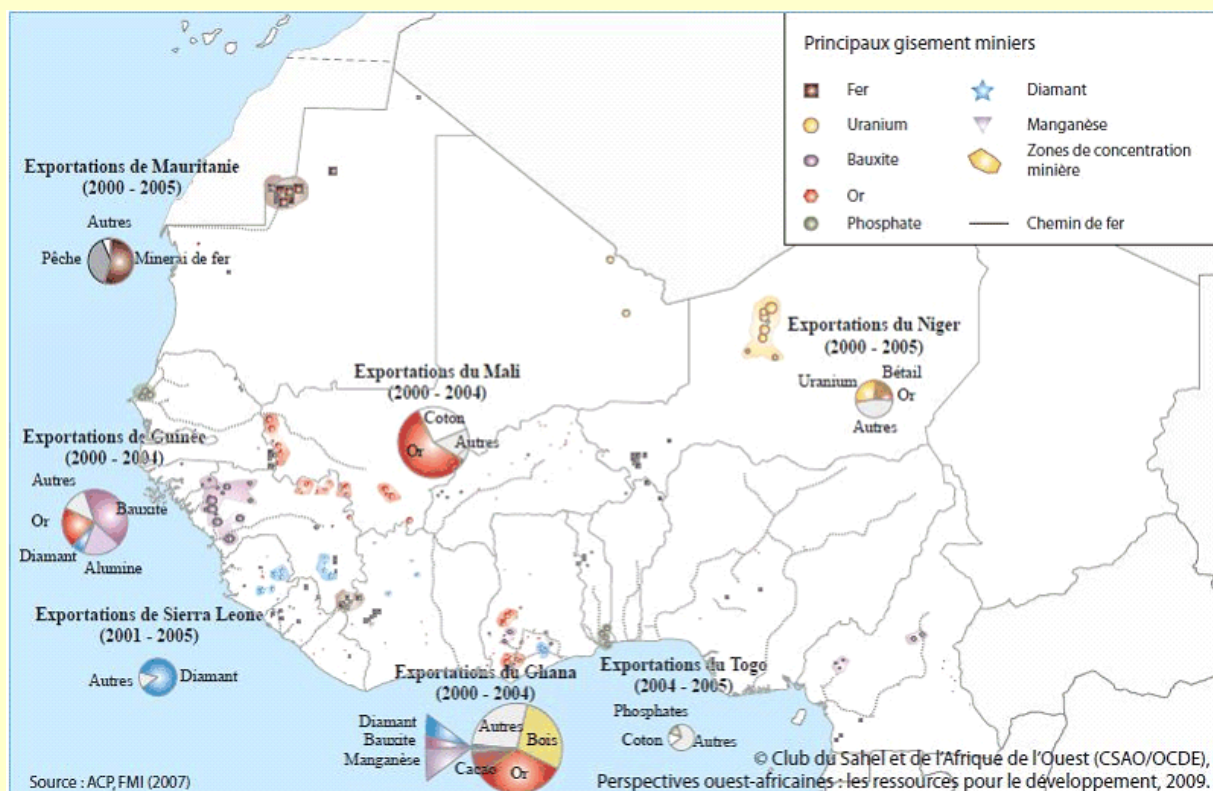


Image d'illustration³

³ <https://www.senat.fr/rap/r15-728/r15-7281.html>

Enjeux géopolitiques du sahel

Le Sahel est une région géopolitique complexe avec de nombreux enjeux et défis. Voici quelques-uns des principaux enjeux géopolitiques du Sahel :

1. **Instabilité politique** : la région est marquée par une instabilité politique chronique, caractérisée par des coups d'État, des conflits armés, des insurrections et des crises humanitaires. Cette instabilité est souvent alimentée par des rivalités ethniques, des revendications territoriales, des tensions religieuses et des luttes pour le pouvoir.
2. **Terrorisme et extrémisme** : le Sahel est également confronté à une menace terroriste croissante, avec la présence de groupes armés islamistes tels que Boko Haram, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'autres groupes djihadistes. Ces groupes mènent des attaques violentes contre les populations civiles, les forces de sécurité et les infrastructures.
3. **Migration** : le Sahel est une zone de transit importante pour les migrants qui cherchent à rejoindre l'Europe ou d'autres destinations. La migration est souvent motivée par la pauvreté, les conflits, les persécutions et les changements climatiques. Cependant, elle est également associée à des risques tels que la traite des êtres humains, la violence sexuelle et la détention arbitraire.
4. **Changements climatiques** : le Sahel est l'une des régions les plus vulnérables aux changements climatiques, avec des sécheresses récurrentes, des inondations et une dégradation des terres. Ces facteurs ont un impact sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et la santé des populations.
5. **Ressources naturelles** : le Sahel dispose de ressources naturelles importantes telles que l'uranium, le pétrole, le gaz, l'or, le fer et le phosphate. Cependant, l'exploitation de ces ressources est souvent associée à des conflits, des violations des droits de l'homme et des impacts environnementaux négatifs.
6. **Coopération régionale** : la coopération régionale est cruciale pour faire face aux défis du Sahel. Des organisations telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA) et le G5 Sahel ont été créées pour renforcer la coordination et la coopération entre les États de la région. Cependant, ces initiatives sont souvent confrontées à des défis tels que la concurrence entre les États et les rivalités politiques.

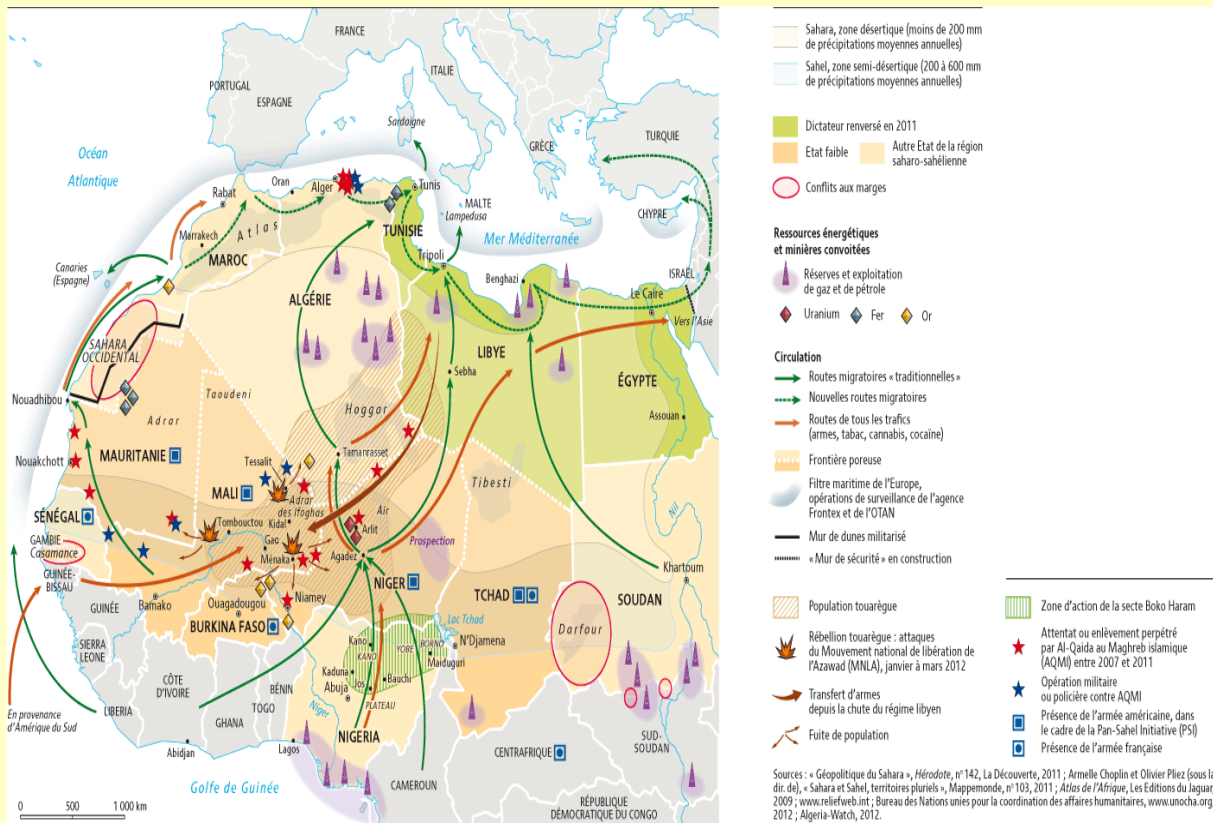


Image d'illustration⁴

Évolutions des relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne

Les relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne (UE) ont connu une évolution importante ces dernières années. En effet, l'UE est le premier partenaire commercial de la région avec des échanges commerciaux qui se sont intensifiés depuis la signature de l'Accord de Cotonou en 2000.

Cet accord de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a pour objectif d'établir une zone de libre-échange entre les deux régions, afin de promouvoir le commerce et l'investissement. Il a été signé en 2000 et révisé en 2005.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Cotonou, les échanges commerciaux entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest ont été multipliés par trois. En 2019, les échanges commerciaux entre les deux régions ont atteint un montant de 50 milliards d'euros, avec un excédent commercial pour l'Afrique de l'Ouest. Les principaux produits exportés par l'Afrique de l'Ouest vers l'UE sont le pétrole, le cacao, les fruits et légumes, les noix de cajou, le bois, etc. En retour, l'UE exporte vers l'Afrique de l'Ouest des produits manufacturés, des machines, des produits pharmaceutiques, des véhicules, etc.

Cependant, malgré l'importance de ce partenariat commercial, il existe encore des obstacles qui entravent le développement des échanges commerciaux entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest. Parmi ces obstacles, on peut citer les barrières douanières, les normes techniques et sanitaires, la faible diversification des exportations de l'Afrique de l'Ouest, etc.

⁴ <https://fmes-france.org/enjeux-strategiques-sahel/>

En outre, certains pays de la région ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis des Accords de Partenariat Économique (APE) avec l'UE, qu'ils jugent déséquilibrés en faveur de l'UE et qui pourraient nuire à l'industrialisation de la région. Ces préoccupations ont conduit à des négociations prolongées entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest sur la révision des APE.

Enfin, il est important de noter que les relations commerciales entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest sont également influencées par la concurrence des autres puissances économiques comme la Chine et les États-Unis, qui cherchent à établir leur propre présence économique dans la région.

Évolutions des relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne

Les relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne (UE) sont basées sur un partenariat stratégique renforcé depuis 2005. Ce partenariat a été réaffirmé lors du sommet Union africaine-Union européenne en 2017, où les deux parties ont convenu de renforcer leur collaboration dans des domaines tels que la sécurité, la gouvernance et le développement économique.

L'UE est un partenaire commercial important pour l'Afrique de l'Ouest, qui exporte principalement des produits agricoles et miniers vers l'Europe. Les relations commerciales entre les deux parties ont été renforcées par la signature d'accords de libre-échange entre l'UE et les pays de la région, notamment l'accord de partenariat économique avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Cependant, les relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE ont également été marquées par des tensions. En 2021, le Ghana, qui est un pays membre de la CEDEAO, a suspendu la signature de l'accord de partenariat économique avec l'UE en raison de préoccupations liées aux répercussions économiques de l'accord sur les industries locales.

De plus, l'UE a également été critiquée pour ses politiques migratoires, qui ont été perçues comme étant trop restrictives et discriminatoires envers les migrants africains. Ces politiques ont été critiquées par les pays de la région, qui ont appelé à une approche plus équilibrée de la question migratoire.

En résumé, les relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE sont basées sur un partenariat stratégique renforcé, mais ont été marquées par des tensions, notamment en ce qui concerne les politiques commerciales et migratoires de l'UE.

Évolutions des relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis d'Amérique

Les relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis ont connu des hauts et des bas au fil des ans. En 2000, les États-Unis ont signé la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA), qui a ouvert l'accès à leur marché pour de nombreux produits africains, y compris ceux de l'Afrique de l'Ouest. Cela a stimulé les exportations de l'Afrique de l'Ouest vers les États-Unis, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, des textiles et de l'habillement.

Cependant, l'AGOA n'a pas été sans controverse. Certains pays africains ont critiqué le programme pour ses exigences strictes en matière de droits de l'homme et de démocratie, et pour sa nature limitée dans le temps. De plus, la concurrence des produits asiatiques, en particulier chinois, a réduit l'impact économique de l'AGOA sur l'Afrique de l'Ouest.

Plus récemment, l'administration Trump a imposé des tarifs douaniers sur l'importation de certains produits, notamment l'acier et l'aluminium, ce qui a conduit certains pays de l'Afrique de l'Ouest à prendre des mesures de rétorsion. En 2019, les États-Unis ont également retiré le Cameroun de l'AGOA en raison de violations présumées des droits de l'homme.

Cependant, depuis l'arrivée de l'administration Biden, il y a eu un effort pour renforcer les relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis. En mars 2021, le président Biden a organisé un sommet virtuel avec des dirigeants africains, au cours duquel il a promis de renforcer les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique, y compris l'Afrique de l'Ouest. Les États-Unis ont également annoncé des plans pour soutenir l'initiative de libre-échange de l'Union africaine et ont levé certaines sanctions contre le Soudan.

Évolutions des relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis d'Amérique

Les relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis d'Amérique ont été historiquement marquées par des liens forts et souvent conflictuels, notamment pendant la période de la guerre froide où de nombreux pays de la région étaient engagés dans des luttes pour l'indépendance ou des régimes autoritaires soutenus par les États-Unis.

Depuis les années 1990, les relations entre l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis ont connu une évolution positive, notamment grâce à l'augmentation des échanges commerciaux et des investissements américains dans la région. En 2000, les États-Unis ont lancé l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour soutenir la reforestation et la lutte contre la désertification dans la région.

Cependant, les relations entre les États-Unis et certains pays d'Afrique de l'Ouest peuvent être tendues en raison de divergences politiques ou de préoccupations relatives aux droits de l'homme. Par exemple, les États-Unis ont imposé des sanctions contre certains dirigeants de la région, notamment en Guinée, au Mali et en Côte d'Ivoire, en raison de violations des droits de l'homme ou de la démocratie.

Depuis l'élection de Joe Biden à la présidence des États-Unis en 2020, les relations entre les États-Unis et l'Afrique de l'Ouest sont susceptibles de connaître un nouvel élan, avec une volonté affichée par l'administration américaine de renforcer les liens avec le continent africain.

Évolutions des relations commerciales de l'Afrique de l'Ouest avec la Chine

Au cours des dernières années, les relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et la Chine ont connu une forte croissance. En effet, la Chine est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de la région. Les échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et la Chine ont augmenté de manière significative, passant de 12 milliards de dollars en 2000 à plus de 47 milliards de dollars en 2019.

La Chine importe principalement des produits agricoles et pétroliers de la région, tandis qu'elle exporte des biens manufacturés, des équipements industriels et des produits électroniques. La Chine est également un important investisseur en Afrique de l'Ouest, notamment dans les secteurs des infrastructures et des ressources naturelles.

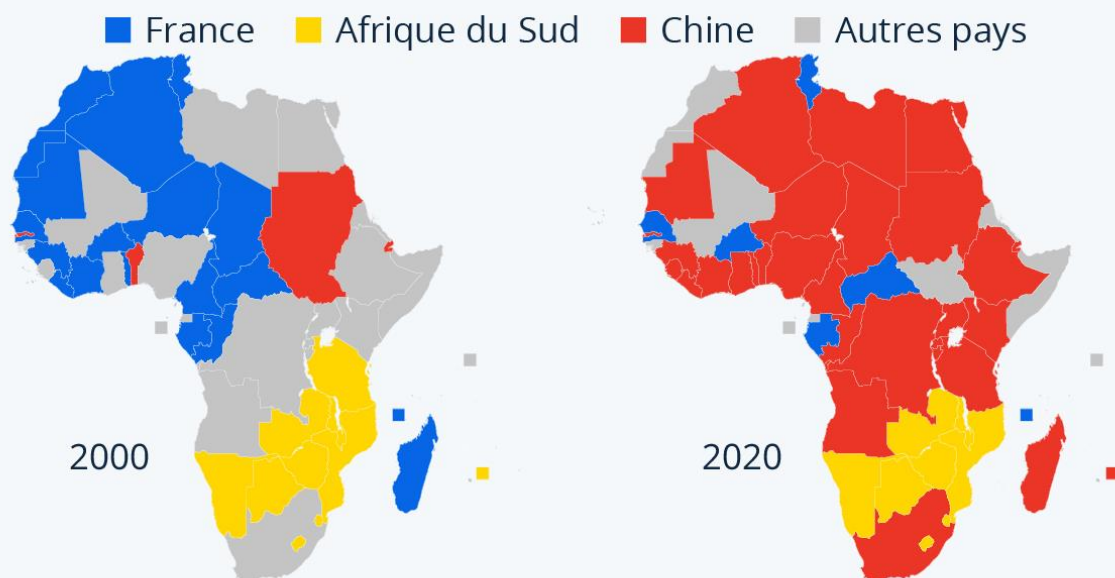
Cependant, les relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et la Chine sont également soumises à des critiques et à des préoccupations. Certains observateurs estiment que la Chine utilise ses investissements et ses prêts pour exercer

une influence politique et économique sur la région, en particulier en finançant des projets liés aux ressources naturelles et aux infrastructures stratégiques.

Par ailleurs, certains pays d'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur préoccupation quant à l'impact de l'importation de produits chinois bon marché sur les industries locales, ce qui peut avoir un impact négatif sur l'emploi et les revenus.

Commerce : la Chine à la conquête de l'Afrique

Premier pays source des importations des pays africains en 2000 et 2020 *



* Selon la valeur des importations. Données de 2019 pour Angola, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Libye, Somalie et Soudan.

Soudan du Sud indépendant du Soudan à partir de 2011.

Sources : OEC, Banque mondiale, CIA - The World Factbook



statista

Image d'illustration⁵

⁵ <https://fr.statista.com/infographie/26663/partenaire-commercial-premier-pays-source-des-importations-des-pays-africains-chine-france-afrique/>

Évolutions des relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et la Chine

Les relations diplomatiques entre l'Afrique de l'Ouest et la Chine se sont renforcées au fil des ans, en particulier depuis les années 2000. En 2000, la Chine a lancé le Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA), qui est une plateforme pour renforcer la coopération économique, politique et culturelle entre la Chine et l'Afrique.

Depuis lors, la Chine a augmenté sa présence diplomatique dans la région en établissant de nouvelles ambassades et consulats, ainsi qu'en organisant des visites de haut niveau. La Chine a également accru son aide et son investissement dans la région, en finançant des projets d'infrastructure tels que des routes, des ponts, des barrages et des centrales électriques.

Cependant, les relations sino-africaines ne sont pas exemptes de critiques, notamment en ce qui concerne les pratiques commerciales de la Chine en Afrique. Certains pays africains ont accusé la Chine de pratiques commerciales déloyales, telles que l'importation de produits bon marché qui ont mis des entreprises locales en difficulté, ou encore la fourniture de prêts prédateurs.

Malgré ces préoccupations, la Chine est un partenaire important pour de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier dans le domaine de l'infrastructure et du développement économique.

Forces militaires occidentales au Sahel, en Afrique de l'Ouest et lutte contre le terrorisme

Dr Daniel Kere. Avril 2023



Quelques recherches menées sur internet présentent une genèse complexe du terrorisme au Sahel et un tableau indiquant une forte présence de militaires de pays occidentaux dans la région du sahel et en Afrique de l'Ouest. Ces travaux ne sont que préliminaires et subiront de développements ultérieurs importants.

Genèse du terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest

La genèse du terrorisme au Sahel est complexe et multifactorielle, résultant de plusieurs facteurs qui se sont combinés pour créer un environnement propice à l'émergence de groupes terroristes dans la région. Les facteurs incluent :

1. La fragilité des États : la plupart des pays du Sahel ont des institutions étatiques faibles, une économie fragile et des systèmes de sécurité sous-financés, ce qui a créé des espaces de non-droit et des marges de manœuvre pour les groupes terroristes.
2. Les conflits régionaux : la guerre civile en Libye en 2011 a contribué à la prolifération d'armes et de groupes armés dans la région. Le conflit au Mali en 2012 a également créé un vide de pouvoir et une situation chaotique, qui ont été exploités par les groupes terroristes.
3. La pauvreté et le sous-développement : les régions touchées par le terrorisme sont parmi les plus pauvres du monde. La pauvreté, le chômage, la marginalisation et l'absence de perspectives d'avenir pour les jeunes ont alimenté la frustration et la colère, qui ont été exploitées par les groupes terroristes pour recruter de nouveaux membres.
4. L'extrémisme religieux : certains groupes terroristes dans la région, tels que AQMI, Boko Haram et l'État islamique dans le Grand Sahara, ont des motivations religieuses. Ils ont cherché à imposer leur vision extrémiste de l'islam par la violence et l'intimidation.
5. La contrebande et la criminalité : le Sahel est une région de transit pour le trafic de drogue, d'armes, de cigarettes et d'autres produits illicites. Les groupes terroristes ont profité de cette situation pour se financer, recruter des membres et acheter des armes.

Les forces militaires occidentales au Sahel

Les bases militaires occidentales ont commencé à être implantées au Sahel dans les années 2010, en réponse à l'augmentation de la menace terroriste dans la région. Les forces militaires occidentales, notamment la France et les États-Unis, ont commencé à déployer des troupes, des équipements et des bases temporaires dans les pays de la région pour soutenir les opérations de lutte contre les groupes terroristes, en particulier AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), Boko Haram et l'État islamique dans le Grand Sahara. La France a lancé l'opération militaire Barkhane en 2014, qui est basée au Tchad et qui a pour objectif de lutter contre les groupes terroristes dans cinq pays de la région : le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Tchad. Les États-Unis ont commencé à déployer des forces militaires au Sahel dans le cadre de l'opération Enduring Freedom - Trans Sahara (OEF-TS) en 2007, et ont depuis lors établi des bases temporaires dans plusieurs pays de la région, y compris le Niger, le Tchad et le Cameroun.

Plusieurs pays occidentaux ont déployé des forces militaires dans la région du Sahel, principalement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité. Les principales forces militaires occidentales dans la région sont les suivantes :

- La France : la France avait déployé environ 5 100 soldats dans la région du Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane. Cette opération avait pour objectif de lutter contre les groupes terroristes et de soutenir les forces locales dans leur lutte contre l'insécurité dans la région. La France a également fourni une assistance logistique et opérationnelle aux forces locales, ainsi qu'un soutien financier pour le développement économique et social de la région.
- Les États-Unis : les États-Unis ont fourni une assistance militaire et financière aux pays de la région dans leur lutte contre le terrorisme et l'insécurité. Les États-Unis ont également déployé environ 1 000 soldats dans la région pour fournir une formation et un soutien aux forces locales. Ils ont également effectué des frappes aériennes ciblées contre les groupes terroristes dans la région.
- Le Royaume-Uni : le Royaume-Uni a déployé environ 300 soldats dans la région pour fournir une formation et un soutien aux forces locales. Ils ont également fourni une assistance financière pour le développement économique et social de la région.
- L'Allemagne : l'Allemagne a fourni une assistance financière pour la formation et l'équipement des forces locales, ainsi qu'un soutien logistique et opérationnel. Ils ont également déployé environ 1 000 soldats pour fournir une formation et un soutien aux forces locales.

Les forces militaires occidentales se déploient principalement dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest, qui couvre une zone géographique de plus de 5 millions de kilomètres carrés. Les pays concernés sont principalement le Mali, le Niger et le Burkina Faso, mais les forces occidentales ont également une présence dans d'autres pays de la région tels que la Mauritanie et le Tchad.

En ce qui concerne la présence militaire française, les troupes étaient principalement basées au Mali et au Niger, où se trouvaient les bases principales de l'opération Barkhane. Cependant, la France avait également des troupes dans d'autres pays de la région, notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Les États-Unis ont déployé des troupes au Niger, où se trouve une base aérienne américaine importante à Agadez, ainsi qu'au Tchad et au Mali. Le Royaume-Uni a des troupes au Mali et au Niger, tandis que l'Allemagne est principalement présente au Mali.

En plus des troupes terrestres, les forces militaires occidentales ont une présence aérienne importante dans la région. Les avions de combat, les drones et les hélicoptères sont souvent utilisés pour mener des frappes aériennes contre les groupes terroristes dans la région.

Il convient de noter que les zones de déploiement des forces militaires occidentales peuvent évoluer en fonction de la situation sécuritaire dans la région et des priorités de chaque pays.



Image d'illustration⁶

⁶<https://information.tv5monde.com/afrique/sahel-larmee-americaine-joue-un-role-crucial-dans-le-soutien-logistique-barkhane-32601>

Les pays étrangers présents militairement en Afrique

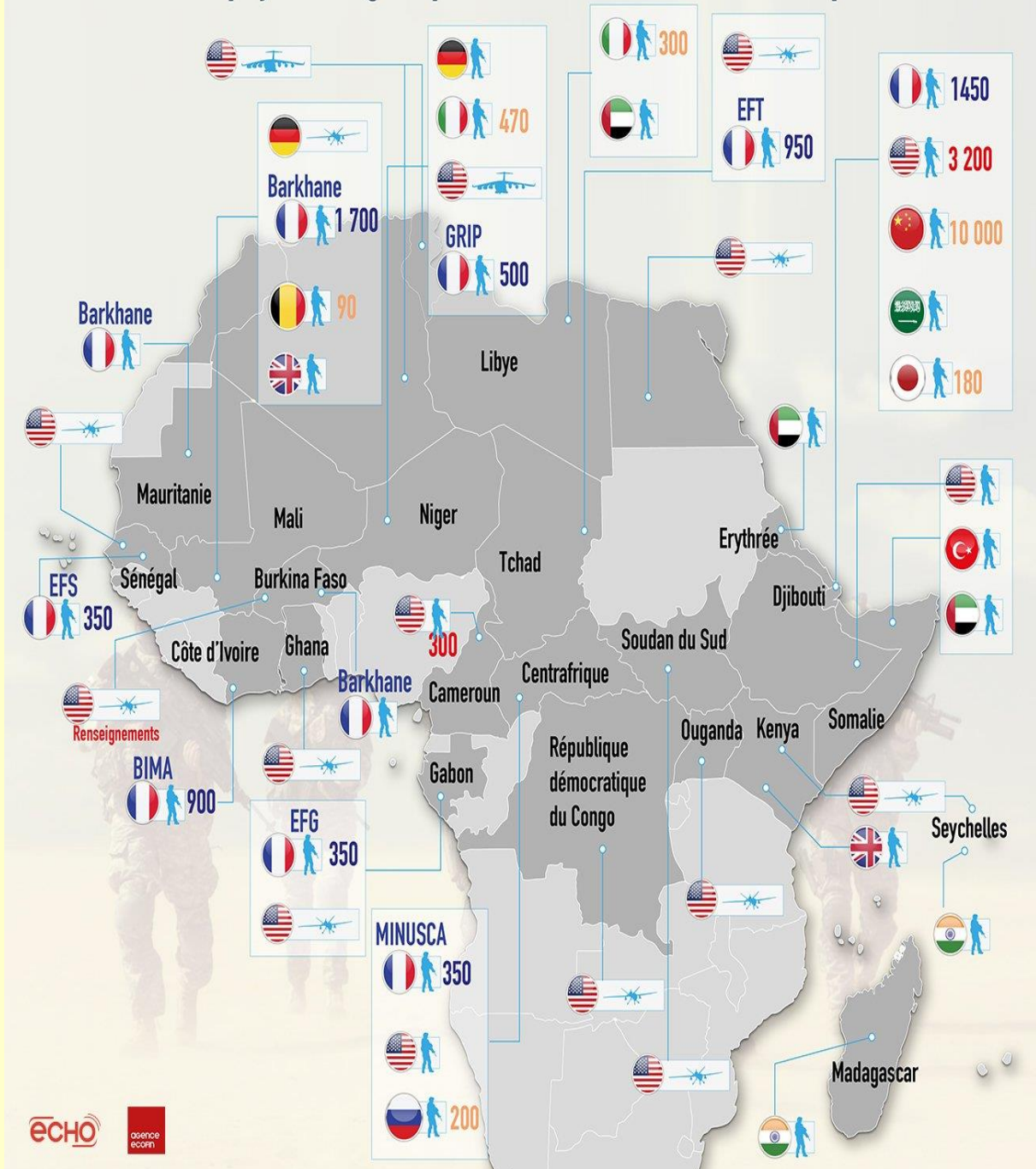


Image d'illustration⁷

⁷<https://cameroonvoice.com/news/2018/07/04/geostrategie-les-grandes-puissances-encerclent-l-afrique-pour-son-grand-malheur/>

Les forces militaires américaines présentes en Afrique

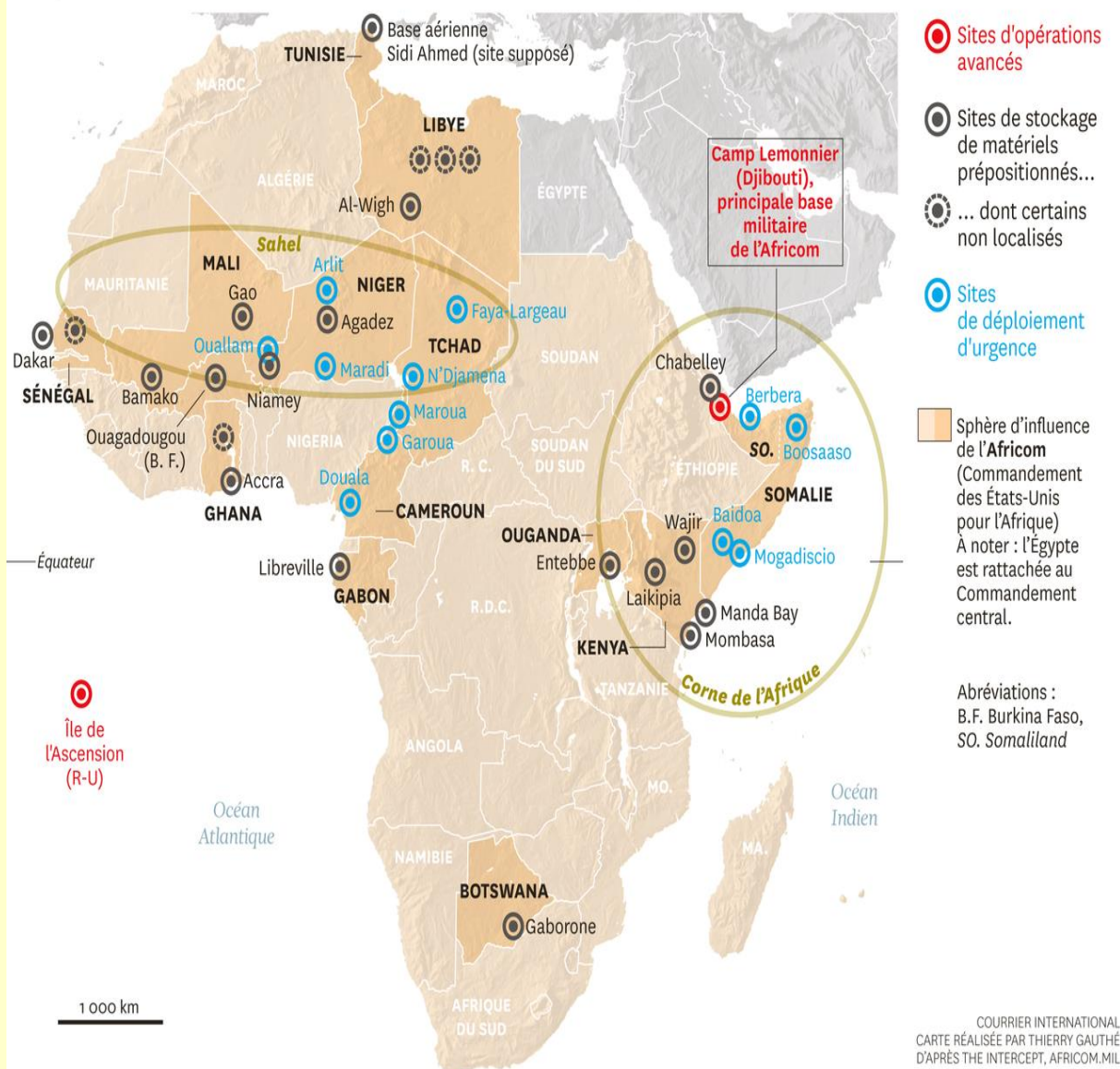
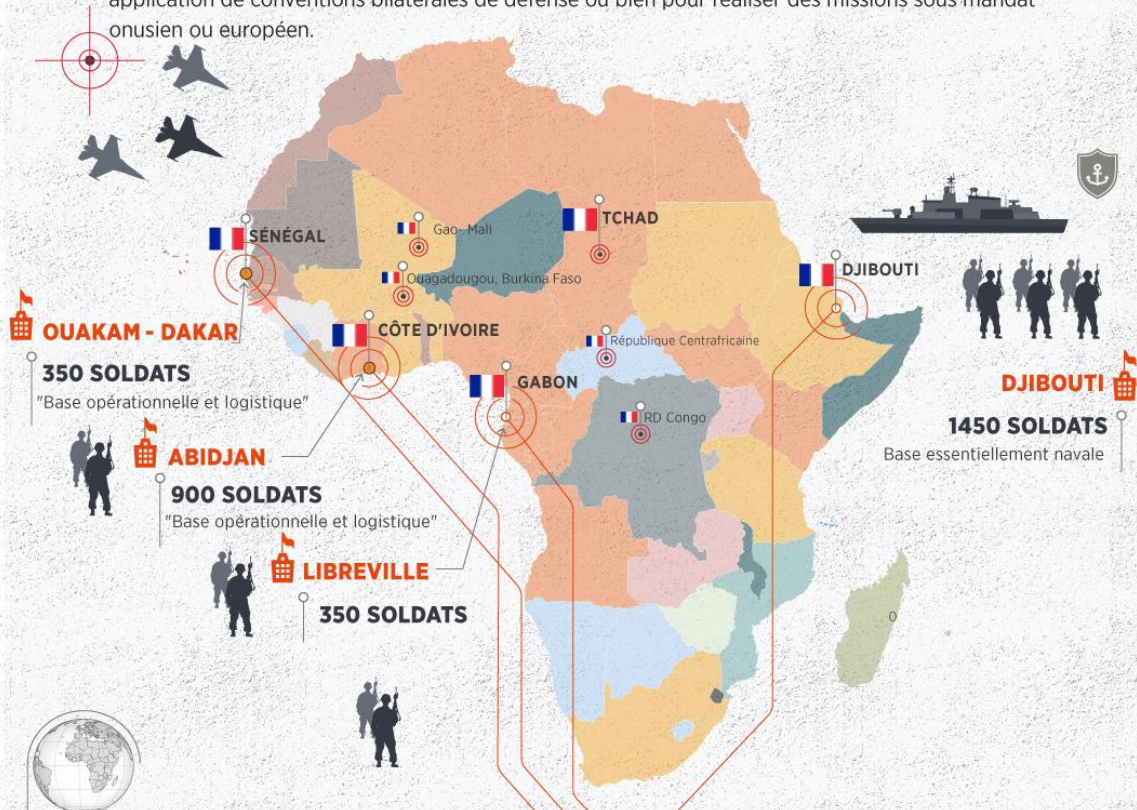


Image d'illustration⁸

⁸<http://canempechepascalnicolas.over-blog.com/2020/08/la-carte-militaire-africaine-des-etats-unis-devoilee-details.html>

DÉPLOIEMENTS MILITAIRES FRANÇAIS EN AFRIQUE

La France dispose en Afrique de bases permanentes ou temporaires. Elles sont implantées en application de conventions bilatérales de défense ou bien pour réaliser des missions sous mandat onusien ou européen.



OPEX Les opérations extérieures

- **BARKHANE** : déployée par La France au Sahel depuis 2014, la force Barkhane engage **4.500 soldats**, qui mènent des opérations en soutien aux forces des cinq pays de la région (Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad) et de la **Minusma**, la force de l'ONU.
- Début Février 2019, **Barkhane** avait mené un raid contre une incursion rebelle au nord du **Tchad** menée par plus de 40 pick-up, visant à renverser le **président Idriss Déby Itno**.
- **RDC** (République démocratique du Congo) les forces françaises ont pu intervenir sous la bannière de l'Opération « **Artemis** » décrétée par l'UE durant la deuxième guerre du Congo (1998 - 2003).
- **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**. La France y avait lancé d'urgence une opération dénommée « **Sangaris** » en 2013 pour stopper la spirale de tueries intercommunautaires dans ce pays.

LES 4 BASES PERMANENTES

DJIBOUTI	CÔTE D'IVOIRE Abidjan
GABON Libreville	SÉNÉGAL Ouakam - DAKAR

La présence militaire française est aussi l'héritage d'un passé colonial. La France joue encore le rôle de puissance militaire en Afrique.

23.07.2019



Image d'illustration⁹

⁹<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/d%C3%A9ploiements-français-en-afrique-plus-qu'une-pr%C3%A9sence-des-implantations-permanentes-1539272>

Au Niger, spécifiquement

Plusieurs bases militaires occidentales sont installées au Niger pour soutenir la lutte contre le terrorisme et l'insécurité dans la région. Les forces militaires françaises et américaines ont une présence importante dans le pays. Voici quelques-unes des bases militaires occidentales les plus importantes au Niger :

1. Base aérienne 101 de Niamey : Cette base est la principale base de l'opération Barkhane, la mission militaire française au Sahel. Elle abrite des avions de combat, des drones et des hélicoptères pour mener des opérations militaires contre les groupes terroristes dans la région.
2. Base aérienne 201 d'Agadez : Cette base est la plus grande base aérienne américaine en Afrique et abrite des drones de surveillance, des avions de transport et des avions de ravitaillement en vol utilisés pour les opérations militaires en Afrique de l'Ouest.
3. Base aérienne de Diffa : Cette base est utilisée par les forces françaises pour mener des opérations contre les groupes terroristes dans la région du lac Tchad.

En plus de ces bases, les forces militaires occidentales ont des forces spéciales déployées dans le pays pour soutenir les forces locales dans leur lutte contre le terrorisme et l'insécurité.

Au Mali, spécifiquement

Les forces militaires occidentales sont présentes au Mali depuis le début de l'opération Serval en 2013. Depuis lors, la France a maintenu une présence importante dans le pays à travers l'opération Barkhane, qui est basée à Gao et à Niamey au Niger, avec environ 5 100 soldats français déployés dans la région.

En outre, les États-Unis ont également déployé des troupes et des équipements au Mali dans le cadre de l'opération Flintlock, qui est menée chaque année depuis 2005. Les États-Unis ont également lancé l'opération New Normal en 2019 pour renforcer la sécurité de leurs troupes et de leurs partenaires dans la région.

D'autres pays européens ont également déployé des troupes dans le cadre de l'opération Takuba, qui est une mission spéciale de formation et de conseil pour les forces maliennes dans le nord du pays. Les troupes Takuba sont principalement composées de forces spéciales venant de neuf pays européens, dont la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Estonie, les Pays-Bas, le Portugal, la République tchèque, la Suède et le Danemark.

Enfin, le Mali abrite également une mission de formation de l'Union européenne appelée EUTM Mali, qui a pour objectif de renforcer les capacités des forces de sécurité maliennes.

Bases militaires américaines au Sahel, spécifiquement

Les États-Unis ont établi plusieurs bases militaires au Sahel, principalement pour soutenir leur lutte contre les groupes terroristes dans la région. Voici quelques-unes des bases militaires américaines les plus importantes dans la région :

1. Base aérienne 201 d'Agadez, Niger : Cette base aérienne est l'une des plus importantes des États-Unis en Afrique. Elle est située dans le nord du Niger et sert de plaque tournante pour les drones de surveillance et les avions de ravitaillement en vol utilisés pour les opérations en Afrique de l'Ouest.
2. Base aérienne de Ouagadougou, Burkina Faso : Cette base est utilisée pour les opérations de transport aérien et de logistique des forces américaines dans la région.
3. Base aérienne de Niamey, Niger : Cette base est utilisée pour soutenir les opérations de lutte contre les groupes terroristes dans la région.

En plus de ces bases, les États-Unis ont des forces spéciales déployées dans la région pour mener des opérations antiterroristes aux côtés des forces locales. Cependant, en 2020, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient réduire leur présence militaire dans la région en raison de contraintes budgétaires et de la pandémie de COVID-19.

Bases militaires françaises au Sahel, spécifiquement

La France dispose de plusieurs bases militaires au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane, qui vise à lutter contre les groupes terroristes dans la région. Voici quelques-unes des principales bases militaires françaises au Sahel :

1. Base aérienne 101 (BA 101) de Niamey, au Niger : cette base est la principale base opérationnelle de l'opération Barkhane. Elle abrite des forces aériennes, des forces terrestres et des forces spéciales françaises, ainsi que des drones de surveillance.
2. L'ex base opérationnelle avancée (BOA) de Gao, au Mali : cette base abrite des forces spéciales françaises, des hélicoptères de combat et des drones de surveillance.
3. Base avancée temporaire (BAT) de Madama, au Niger : cette base est située dans la région du Sahara et est utilisée comme base avancée pour les opérations de reconnaissance et de surveillance.
4. Base opérationnelle avancée (BOA) de Ouagadougou, au Burkina Faso : cette base abrite des forces spéciales françaises et est utilisée comme base arrière pour les opérations en cours dans la région. Toutefois, il y a des révisions de plusieurs accords entre le Burkina Faso et la France, dans le domaine militaire.
5. Base opérationnelle avancée (BOA) de N'Djamena, au Tchad : cette base abrite des forces spéciales françaises et est utilisée pour les opérations de surveillance et de renseignement dans la région.

Ces bases militaires françaises au Sahel jouent un rôle clé dans la lutte contre les groupes terroristes dans la région en fournissant des renseignements, en effectuant des patrouilles et des frappes aériennes, en formant les forces locales et en fournissant une présence militaire dissuasive.

Liste de bases militaires occidentales au Sahel

Liste des principales bases militaires occidentales au Sahel :

1. Base aérienne 101 de Niamey, Niger (Opération Barkhane)

2. Base aérienne 201 d'Agadez, Niger (forces américaines)
3. Base aérienne de Ouagadougou, Burkina Faso (forces américaines)
4. Base aérienne de Niamey, Niger (forces américaines)
5. Base aérienne de Diffa, Niger (Opération Barkhane)
6. Base aérienne de Kossei, Togo (forces françaises)
7. Base aérienne de N'Djamena, Tchad (Opération Barkhane)

Les bases militaires occidentales en Afrique de l'Ouest

En plus des bases militaires occidentales situées au Sahel, il y a également plusieurs bases militaires occidentales situées en Afrique de l'Ouest, principalement pour soutenir les opérations de lutte contre le terrorisme et l'insécurité dans la région. Voici quelques-unes de ces principales bases en Afrique de l'Ouest :

1. Base aérienne de Dakar, Sénégal : Cette base est utilisée par les États-Unis pour soutenir leurs opérations militaires en Afrique de l'Ouest. Elle est également utilisée pour des opérations de secours humanitaire et de lutte contre le trafic de drogue.
2. Base navale de Dakar, Sénégal : Cette base est utilisée par les forces françaises pour les opérations de lutte contre les groupes terroristes dans la région.
3. Base aérienne de Ouakam, Sénégal : Cette base est utilisée par la France pour les opérations de lutte contre les groupes terroristes dans la région.
4. Base aérienne de Bamako, Mali : Cette base est utilisée par la France pour les opérations de lutte contre les groupes terroristes dans la région.
5. Base aérienne d'Abidjan, Côte d'Ivoire : Cette base est utilisée par la France pour les opérations de lutte contre les groupes terroristes dans la région.

Opérations militaires occidentales au Sahel, depuis 2012

Depuis 2012, il y a eu plusieurs opérations militaires occidentales menées au Sahel en réponse à l'insécurité croissante dans la région. Voici quelques-unes des principales opérations :

- Opération Serval : menée par la France au Mali en 2013 pour contrer la progression des groupes armés islamistes vers la capitale, Bamako. Elle a duré environ 8 mois et a impliqué environ 4 000 soldats français.
- Opération Barkhane : lancée par la France en 2014, elle vise à lutter contre les groupes terroristes au Sahel en coopération avec les pays de la région. Elle implique environ 5 000 soldats français et est actuellement en cours.

- Opération Flintlock : menée par les États-Unis depuis 2005, cette opération a pour but de renforcer la capacité des forces locales à lutter contre les menaces terroristes au Sahel. Elle implique plusieurs pays de la région ainsi que des forces européennes et a eu lieu chaque année depuis 2012.
- Opération New Normal : lancée par les États-Unis en 2019, elle vise à renforcer la sécurité des forces américaines et des partenaires de la région au Sahel en déployant des forces supplémentaires et en renforçant les capacités de renseignement.
- Opération Takuba : lancée en 2020, cette opération vise à renforcer les capacités des forces locales dans la lutte contre les groupes terroristes dans le nord du Mali. Elle implique des forces spéciales de neuf pays européens.

La crise terroriste : mutations et tentatives d'endigements

Dr Daniel Kere. Avril 2023



Dans ce texte, nous passons sommairement en revue l'évolution de la crise terroriste ainsi que les mesures envisagées pour la résoudre. Une petite recherche sur internet permet d'apporter quelques éléments. Ce travail est appelé à être approfondi.

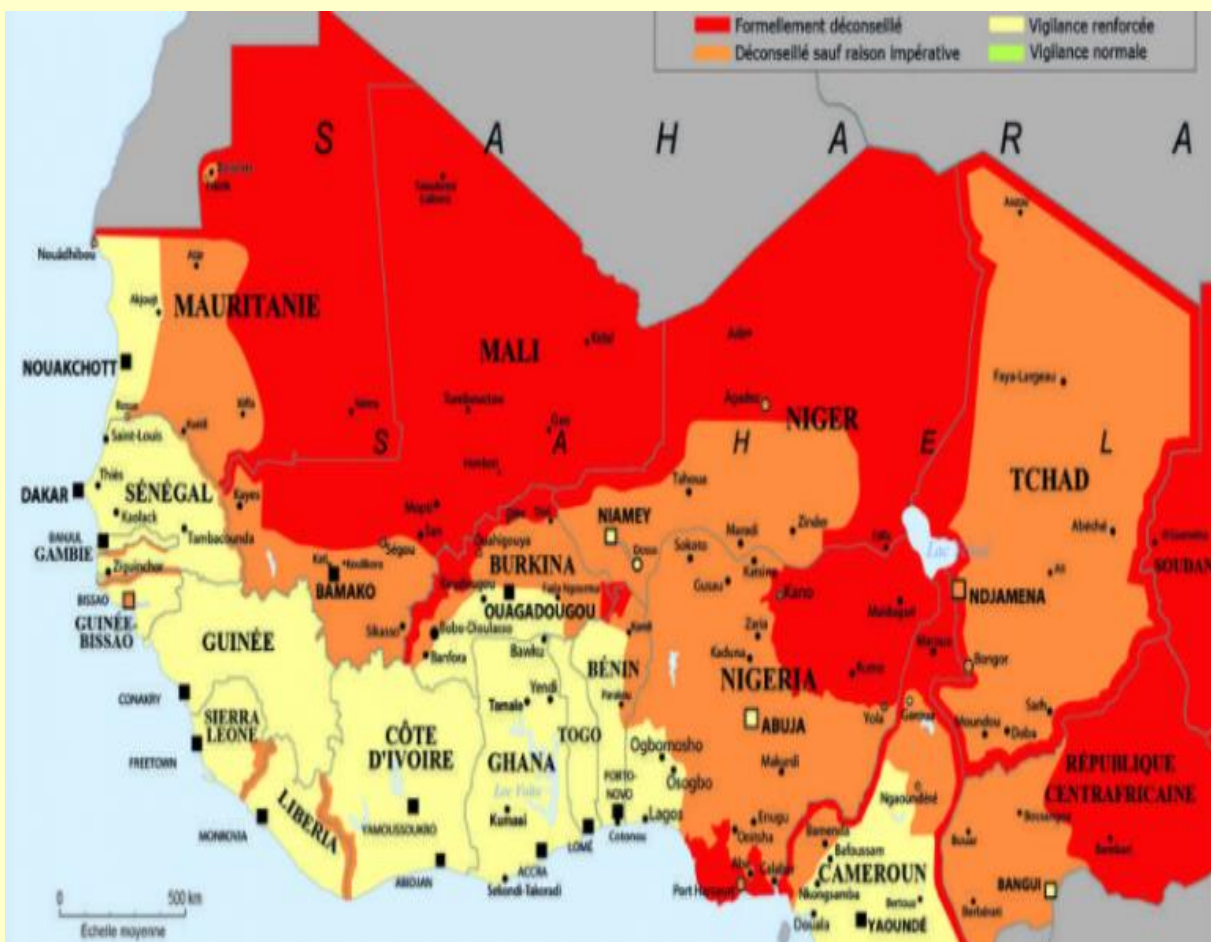


Image d'illustration¹⁰

¹⁰<https://www.jeuneafrique.com/maq/552168/politique/menace-terroriste-et-conseils-aux-voyageurs-dans-le-sahel-la-cartographie-de-lexclusion/>

L'évolution des groupes terroristes au sahel depuis 2012

Depuis 2012, les groupes terroristes dans la région du Sahel ont connu une évolution significative en termes de leur composition, leur organisation et leur activité. Voici un aperçu de ces changements :

1. Expansion géographique : Les groupes terroristes ont étendu leur présence à travers toute la région du Sahel, en particulier au Mali, au Niger et au Burkina Faso.
2. Changement dans la composition des groupes : Les groupes terroristes ont connu des changements significatifs dans leur composition. Certains groupes se sont scindés, d'autres se sont unis, et de nouveaux groupes ont émergé.
3. Augmentation des attaques : Les groupes terroristes ont intensifié leurs attaques contre les civils, les militaires et les forces de sécurité. Ils ont également intensifié leur utilisation de tactiques asymétriques, telles que les attentats-suicides et les embuscades.
4. Lien avec le crime organisé : Les groupes terroristes ont renforcé leur lien avec le crime organisé, en particulier le trafic de drogue et le trafic d'armes, ce qui leur permet de financer leurs activités.
5. Intervention internationale : Depuis 2012, une série d'interventions internationales ont eu lieu pour lutter contre les groupes terroristes dans la région du Sahel. Ces interventions incluent notamment la force française Barkhane, la force de l'ONU MINUSMA, et la force conjointe du G5 Sahel.



Image d'illustration¹¹

¹¹<https://www.iremos.fr/blaq/paysage-terroriste-djihadiste>

Les victimes du terrorisme dans chaque pays du sahel depuis 2012

Le terrorisme dans la région du Sahel a causé de nombreuses victimes depuis 2012, réparties dans différents pays de la région. Voici un aperçu des victimes du terrorisme dans chaque pays du Sahel depuis 2012 :

1. Mali : Le Mali a connu une forte augmentation des attaques terroristes depuis 2012, qui ont principalement visé des civils et des forces de sécurité maliennes, mais aussi des travailleurs humanitaires et des étrangers. Selon le gouvernement malien, plus de 2 000 personnes ont été tuées dans des attaques terroristes depuis 2012.
2. Niger : Le Niger est également confronté à une menace terroriste croissante depuis 2012, avec des attaques principalement dirigées contre les forces de sécurité et les civils dans les régions de Diffa et de Tillabéri. Selon les estimations, les attaques terroristes ont fait plus de 1 000 morts depuis 2012.
3. Burkina Faso : Depuis 2015, le Burkina Faso a connu une recrudescence des attaques terroristes, principalement dans le nord et l'est du pays. Les victimes sont principalement des civils, mais également des forces de sécurité burkinabè et étrangères. Selon les estimations, plus de 1 200 personnes ont été tuées dans des attaques terroristes depuis 2012.
4. Tchad : Le Tchad a également été touché par le terrorisme dans la région du Lac Tchad, où les groupes terroristes tels que Boko Haram ont mené des attaques contre les forces de sécurité et les civils. Les estimations font état de plusieurs centaines de morts depuis 2012.
5. Mauritanie : La Mauritanie n'a pas connu d'attaques terroristes de grande ampleur depuis 2012, mais elle reste vulnérable à la menace terroriste dans la région.

Évolutions des budgets militaires des pays du sahel depuis 2012

Les budgets militaires des pays du Sahel ont connu des évolutions variées depuis 2012, en fonction des priorités politiques et des défis sécuritaires auxquels ils ont été confrontés. Voici quelques exemples :

1. Le Mali a considérablement augmenté son budget militaire depuis 2012, passant de 1,6% du PIB en 2012 à 3,8% en 2019. Cette augmentation est en grande partie due à la crise sécuritaire que le pays traverse depuis 2012, avec une présence militaire accrue dans le nord et le centre du pays.
2. Le Niger a également augmenté son budget militaire depuis 2012, passant de 1,5% du PIB en 2012 à 5,1% en 2020. Cette augmentation est liée à la montée de l'insécurité dans la région, notamment avec la présence de groupes terroristes et l'insurrection de Boko Haram dans la région de Diffa.
3. La Mauritanie a maintenu son budget militaire à un niveau relativement stable depuis 2012, oscillant autour de 3% du PIB. Cependant, le pays a renforcé sa coopération militaire avec les pays voisins pour faire face aux défis de sécurité dans la région.
4. Le Burkina Faso a également connu une augmentation de son budget militaire depuis 2012, passant de 1,3% du PIB en 2012 à 3,3% en 2020. Cette augmentation est liée à l'aggravation de la crise sécuritaire dans le pays, avec une augmentation du nombre d'attaques terroristes depuis 2015.

5. Le Tchad a quant à lui connu une diminution de son budget militaire depuis 2012, passant de 3,5% du PIB en 2012 à 2,2% en 2020. Cette diminution est liée à la stabilisation de la situation sécuritaire dans le pays, après l'intervention militaire en 2013 contre les groupes rebelles au nord du pays.

Évolutions des effectifs militaires dans les pays du sahel depuis 2012

Depuis 2012, les effectifs militaires dans les pays du Sahel ont connu des évolutions variées en fonction des crises sécuritaires et des priorités politiques de chaque pays. Voici quelques exemples :

1. Le Mali a augmenté le nombre de ses effectifs militaires depuis 2012, passant de 7 000 en 2012 à 13 000 en 2020. Cette augmentation est liée à la crise sécuritaire que traverse le pays depuis 2012, avec la présence de groupes terroristes dans le nord et le centre du pays.
2. Le Niger a également augmenté le nombre de ses effectifs militaires depuis 2012, passant de 6 500 en 2012 à environ 20 000 en 2020. Cette augmentation est liée à la montée de l'insécurité dans la région, avec la présence de groupes terroristes et l'insurrection de Boko Haram dans la région de Diffa.
3. La Mauritanie a maintenu le nombre de ses effectifs militaires à un niveau relativement stable depuis 2012, avec environ 15 000 soldats. Cependant, le pays a renforcé sa coopération militaire avec les pays voisins pour faire face aux défis de sécurité dans la région.
4. Le Burkina Faso a considérablement augmenté le nombre de ses effectifs militaires depuis 2012, passant de 11 000 en 2012 à environ 26 000 en 2020. Cette augmentation est liée à l'aggravation de la crise sécuritaire dans le pays, avec une augmentation du nombre d'attaques terroristes depuis 2015.
5. Le Tchad a maintenu le nombre de ses effectifs militaires à un niveau relativement stable depuis 2012, avec environ 25 000 soldats. Cependant, le pays a déployé un grand nombre de ses forces pour des opérations extérieures, notamment au Mali et en Centrafrique.

Solutions non militaires

Depuis 2012, la lutte contre le terrorisme au Sahel a connu plusieurs évolutions en termes de solutions non militaires. Voici quelques exemples :

1. Renforcement de la coopération régionale : les pays du Sahel ont mis en place plusieurs initiatives de coopération pour lutter contre le terrorisme, notamment la création du G5 Sahel en 2014. Cette organisation regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, qui ont décidé de travailler ensemble pour lutter contre les groupes terroristes.
2. Intensification des efforts de développement : les pays du Sahel ont également compris l'importance de s'attaquer aux racines du terrorisme en améliorant les conditions de vie des populations. Des programmes de développement ont été lancés pour stimuler la croissance économique, améliorer l'accès à l'éducation et à la santé, et réduire la pauvreté.

3. Renforcement de la gouvernance et de l'État de droit : l'amélioration de la gouvernance et de l'État de droit est essentielle pour lutter contre le terrorisme. Les pays du Sahel ont travaillé à renforcer les institutions démocratiques, à lutter contre la corruption et à garantir les droits de l'homme.
4. Promotion de la prévention de l'extrémisme violent : les gouvernements du Sahel ont également mis en place des programmes pour prévenir l'extrémisme violent en s'attaquant aux causes profondes qui poussent les jeunes à rejoindre les groupes terroristes. Des programmes de sensibilisation ont été lancés pour promouvoir les valeurs de tolérance, de dialogue et de respect des différences culturelles.
5. Renforcement des capacités des forces de sécurité : bien que les solutions non militaires soient essentielles pour lutter contre le terrorisme, il est également important de renforcer les capacités des forces de sécurité pour protéger les populations et les infrastructures. Des programmes de formation et de soutien ont été lancés pour aider les forces de sécurité à améliorer leurs capacités opérationnelles.

Les BRICS, genèse et ambitions

Dr Daniel Kere. Mai 2023



De nos jours, on parle de plus en plus des BRICS, acronyme qui désigne un ensemble de pays. Ces pays sont qualifiés de puissances émergentes et déroulent de plus en plus leur agenda. Cette posture peut parfois entrer en rivalité avec des ensembles dominant déjà le monde. Quelques recherches sur internet nous fournissent des données. Ce travail devra par la suite être par la suite davantage développé.

La genèse de BRICS

BRICS est un acronyme qui désigne un groupe de cinq pays émergents : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. La création du groupe BRICS remonte à la fin des années 1990, lorsque les économies des pays membres ont commencé à se développer rapidement.

La première référence à BRIC (sans l'Afrique du Sud) a été faite par un économiste de Goldman Sachs, Jim O'Neill, en 2001. Il avait proposé que ces pays émergents pourraient jouer un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale.

En 2006, les ministres des Affaires étrangères de ces quatre pays se sont réunis pour la première fois à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. En 2009, ils ont organisé leur premier sommet à Iekaterinbourg, en Russie, où ils ont décidé de former un groupe informel de consultation et de coopération.

Le groupe a pris de l'ampleur en 2010, lorsque l'Afrique du Sud a été invitée à rejoindre les quatre autres pays pour former BRICS. Depuis lors, les pays membres ont organisé des sommets annuels, établi des mécanismes de coopération dans divers domaines tels que le commerce, l'investissement, la sécurité et les affaires étrangères.



Image d'illustration¹²

BRICS représente une partie importante de l'économie mondiale, avec une population combinée de plus de 3 milliards de personnes et une part de plus de 40% de la population mondiale. Le groupe est également devenu un acteur clé dans la gouvernance mondiale, cherchant à influencer les questions économiques et politiques au niveau international.

Les objectifs poursuivis par les BRICS sont multiples. Le principal objectif du groupe est de promouvoir la coopération économique et financière entre les pays membres. Le groupe vise à renforcer les liens commerciaux et les investissements entre ses membres, tout en cherchant à accroître leur influence dans les affaires internationales.

Les BRICS ont également pour objectif de promouvoir un système financier plus juste et équitable, en proposant des alternatives au système financier mondial actuel dominé par les pays développés. Ils ont créé en 2014 une Nouvelle

¹² <https://www.istockphoto.com/photo/brics-countries-flags-3d-illustration-gm510851298-86417073>

Banque de Développement (NBD), qui vise à financer des projets d'infrastructures et de développement durable dans les pays membres et d'autres pays en développement.

Le groupe cherche également à coordonner leurs positions sur les questions de politique internationale, notamment en ce qui concerne la réforme du système de gouvernance mondiale, la sécurité régionale et mondiale, la lutte contre le terrorisme, la cyber-sécurité, et la résolution des conflits régionaux.

Enfin, les BRICS cherchent à promouvoir la coopération Sud-Sud et à renforcer leur collaboration avec d'autres pays en développement, afin de contribuer à la création d'un ordre mondial plus juste et équilibré.

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont connu des taux de croissance économique élevés au cours des dernières décennies, bien que ces taux aient connu des fluctuations et des ralentissements récemment. Voici les taux de croissance du PIB réel des BRICS pour l'année 2021, selon le Fonds monétaire international (FMI) :

Chine : 8,1 %

Inde : 9,5 %

Russie : 4,2 %

Brésil : 1,6 %

Afrique du Sud : 4,1 %

Ces chiffres montrent que la Chine et l'Inde ont enregistré des taux de croissance économique élevés en 2021, tandis que le Brésil a connu une croissance modeste et que la Russie et l'Afrique du Sud ont connu une croissance relativement faible. Cependant, il convient de noter que les taux de croissance économique des BRICS peuvent être affectés par des facteurs économiques et politiques tels que les fluctuations des prix des matières premières, la politique fiscale et monétaire, les tensions commerciales et géopolitiques, entre autres.

Quelques décisions récentes

Voici quelques-unes des principales décisions prises par les BRICS depuis 2020 :

1. **Coopération dans la lutte contre la pandémie de COVID-19** : Les BRICS ont mis en place une coopération étroite pour lutter contre la pandémie de COVID-19. En mars 2021, lors de leur sommet virtuel, ils ont convenu de renforcer leur coopération pour garantir un accès équitable aux vaccins COVID-19 et ont créé un groupe de travail pour étudier la mise en place d'un centre de recherche et de développement de vaccins.
2. **Création d'un fonds de réponse d'urgence** : Les BRICS ont créé un fonds de réponse d'urgence pour faire face à des situations d'urgence dans les pays membres. Ce fonds vise à fournir une assistance rapide et efficace en cas de catastrophes naturelles, de crises sanitaires ou d'autres urgences.
3. **Renforcement de la coopération économique** : Les BRICS ont pris des mesures pour renforcer leur coopération économique, notamment en créant un groupe de travail sur la coopération économique et commerciale et en signant des accords commerciaux bilatéraux. En septembre 2020, les BRICS ont également adopté une stratégie de coopération économique jusqu'en 2025.

4. Lancement d'un observatoire de l'innovation : Les BRICS ont lancé un observatoire de l'innovation pour promouvoir la coopération dans les domaines de l'innovation et de la technologie. Cet observatoire vise à suivre les tendances et les développements dans ces domaines et à promouvoir les échanges d'expertise entre les pays membres.
5. Coopération dans le domaine de l'énergie : Les BRICS ont décidé de renforcer leur coopération dans le domaine de l'énergie, en particulier dans les domaines de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique. Ils ont également lancé un groupe de travail sur la coopération énergétique.
6. Lancement de la plateforme BRICS pour l'innovation sociale : Les BRICS ont lancé une plateforme pour l'innovation sociale afin de promouvoir la coopération dans le domaine de l'innovation sociale et de partager les bonnes pratiques en la matière.

Rivalités avec le G7 ?



Image d'illustration¹³

Il existe plusieurs domaines dans lesquels les BRICS et les pays du G7 ont des rivalités et des différences d'opinions.

Tout d'abord, sur le plan économique, les BRICS cherchent à contester la domination économique du G7 dans les institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ils réclament une plus grande voix et représentation pour les pays en développement dans ces institutions, et ont créé des alternatives comme la Nouvelle Banque de développement des BRICS et le Fonds de réserve des BRICS.

¹³ <https://www.forbes.com/sites/greatspeculations/2018/09/04/chinas-belt-and-road-initiative-opens-up-unprecedented-opportunities/?sh=5130d2a73e9a>

De plus, les BRICS et les pays du G7 ont des perspectives différentes sur les questions géopolitiques. Les BRICS, en particulier la Russie et la Chine, ont des vues divergentes sur des questions telles que l'intervention militaire, les droits de l'homme, la démocratie et les sanctions économiques. Par exemple, les BRICS ont souvent critiqué les pays du G7 pour leurs interventions militaires en Irak, en Libye et en Syrie.

Enfin, les BRICS et les pays du G7 ont également des différences sur les questions environnementales et climatiques. Les pays du G7 ont tendance à mettre davantage l'accent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et sur la transition vers une économie à faible émission de carbone, tandis que les BRICS, en particulier l'Inde et la Chine, soulignent la nécessité de développement économique pour leurs populations et laissent moins de place à la réduction des émissions. Cela a créé des tensions lors des négociations sur les accords internationaux tels que l'Accord de Paris sur le climat.

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont exprimé leur volonté de réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar américain et de promouvoir l'utilisation de leurs propres monnaies pour les échanges commerciaux. Cette initiative a été appelée la "dédollarisation" de l'économie mondiale.

Les pays membres des BRICS ont mis en place plusieurs initiatives pour promouvoir la dédollarisation, notamment :

- La création d'une Banque de développement des BRICS en 2014, qui a pour objectif de financer des projets de développement dans les pays membres sans recourir au dollar américain ;
- La création d'un Fonds de réserve des BRICS en 2015, qui vise à fournir une aide financière aux pays membres en cas de crise économique ;
- La mise en place d'un système de paiement en monnaies locales entre les pays membres, appelé le "BRICS Payment System".

La dédollarisation de l'économie mondiale par les BRICS est considérée comme une manière de réduire l'influence économique et politique des États-Unis dans le monde, et de renforcer le pouvoir économique des pays émergents. Cela a créé des tensions entre les BRICS et les pays du G7, qui ont traditionnellement dominé l'économie mondiale et qui sont fortement dépendants du dollar américain.

Opportunité de développement des pays du Sud ?

Les BRICS peuvent jouer un rôle important dans le développement des pays du Sud en raison de leur expérience en matière de développement économique et de leur capacité à fournir des financements et des investissements. Les BRICS représentent une part importante de la population mondiale et de l'économie mondiale, et ils ont déjà mis en place des programmes de coopération économique et de développement avec des pays en développement.

BRICS IN NUMBERS



BRAZIL



RUSSIA



INDIA

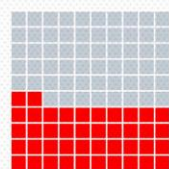


CHINA



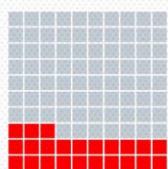
SOUTH AFRICA

BRICS countries account for



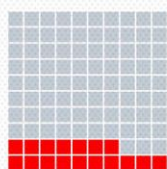
42%

of the world's
population



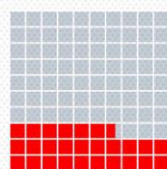
23%

of the
global GDP



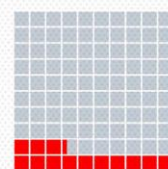
17%

of the
world trade



26.6%

of world
land area



13.2%

of world
voting power

Source: News Reports

NEWS creative

Image d'illustration¹⁴

Les BRICS ont créé en 2015 une Nouvelle Banque de Développement (NBD) avec un capital initial de 100 milliards de dollars pour financer des projets d'infrastructure et de développement durable dans les pays émergents et en développement. La NBD a également lancé un fonds de coopération pour les projets d'infrastructure durables.

Les BRICS ont également mis en place un cadre de coopération en matière d'énergie propre pour promouvoir la production et l'utilisation d'énergies renouvelables. Ils ont également travaillé ensemble pour renforcer la sécurité alimentaire en Afrique et ont lancé un programme de coopération en matière de santé pour lutter contre les maladies infectieuses et non transmissibles.

En outre, les BRICS ont exprimé leur soutien à l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies, qui vise à éradiquer la pauvreté, à promouvoir l'éducation et la santé, à réduire les inégalités et à protéger l'environnement.

¹⁴ <https://www.drishtiias.com/printpdf/9th-brics-science-technology-ministers-meeting>

En résumé, les BRICS peuvent jouer un rôle important dans le développement des pays du Sud en fournissant des financements, des investissements et des programmes de coopération dans des domaines clés tels que l'infrastructure, l'énergie, la santé et l'environnement.

Les crises multiformes entre la Russie et des Etats sous influence américaine : de 2014 à nos jours

Dr Daniel Kere. Mai 2023



Dans ce document, nous nous intéressons aux différentes crises qui, depuis près de 10 ans, ont jalonné les relations entre la Russie et des pays qui sont politiquement proches des Etats-Unis. Quelques recherches sur internet nous fournissent des données qui devraient par la suite être étoffées.

Les crises diplomatiques entre la Russie et les pays occidentaux depuis 2014

Depuis 2014, il y a eu plusieurs crises diplomatiques entre la Russie et les pays occidentaux. Voici une liste non exhaustive de quelques-unes des principales crises diplomatiques qui ont eu lieu depuis cette période :

1. Crise en Ukraine (2014) : La crise en Ukraine, qui a commencé en 2014 avec l'annexion de la Crimée par la Russie, a provoqué une forte tension diplomatique entre la Russie et les pays occidentaux. Les pays occidentaux ont pris des mesures de sanctions économiques et politiques contre la Russie pour son rôle dans le conflit en Ukraine.
2. Crash du vol MH17 (2014) : En juillet 2014, le vol MH17 de la Malaysia Airlines a été abattu au-dessus de l'Ukraine, faisant 298 morts. Les enquêteurs ont conclu que l'avion avait été abattu par un missile russe. La Russie a nié toute implication dans l'incident, mais les pays occidentaux ont pris des mesures de sanctions supplémentaires en réponse.
3. Affaire Skripal (2018) : En mars 2018, l'ancien agent double russe Sergueï Skripal et sa fille Yulia ont été empoisonnés au Royaume-Uni avec un agent neurotoxique de fabrication russe. Le Royaume-Uni a accusé la Russie d'être responsable de l'attaque, ce que la Russie a nié. Les pays occidentaux ont pris des mesures de sanctions contre la Russie en réponse à l'incident.
4. Arrestation d'Alexeï Navalny (2021) : En janvier 2021, l'opposant russe Alexeï Navalny a été arrêté à son retour en Russie après avoir été soigné en Allemagne pour un empoisonnement présumé à l'agent neurotoxique. Les pays occidentaux ont condamné l'arrestation de Navalny et ont pris des mesures de sanctions contre la Russie en réponse.

Ces crises diplomatiques ont exacerbé les tensions entre la Russie et les pays occidentaux et ont contribué à la détérioration des relations diplomatiques entre les deux camps.

La crise russo-ukrainienne

La crise russo-ukrainienne désigne la situation de tension entre la Russie et l'Ukraine, qui a débuté en 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée, une péninsule ukrainienne. Depuis lors, la situation s'est intensifiée, avec des combats entre les forces ukrainiennes et les séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, ainsi qu'un conflit diplomatique entre la Russie et les pays occidentaux.

La Russie a justifié l'annexion de la Crimée par le fait que la région avait une forte population russophone et que l'annexion était nécessaire pour protéger les intérêts russes. Cependant, l'annexion a été condamnée par la communauté internationale, qui considère cela comme une violation du droit international.

Depuis l'annexion de la Crimée, les combats dans l'est de l'Ukraine se sont intensifiés, avec des pertes humaines importantes et une situation humanitaire précaire. Les séparatistes prorusses ont proclamé des républiques indépendantes dans les régions de Donetsk et de Louhansk, mais la communauté internationale ne les reconnaît pas.

Les relations entre la Russie et les pays occidentaux se sont également détériorées, avec des sanctions économiques et diplomatiques prises contre la Russie en réponse à l'annexion de la Crimée et aux actions russes dans l'est de l'Ukraine. Le conflit a connu une escalade en 2022, lorsque la Russie a lancé une invasion de l'Ukraine, qui a entraîné une condamnation internationale et une escalade des sanctions économiques contre la Russie.



Image d'illustration¹⁵

¹⁵ <https://www.aljazeera.com/news/2022/9/21/mapping-the-ukraine-regions-voting-on-joining-russia>

La crise russo-ukrainienne reste l'un des conflits les plus importants de la politique internationale actuelle, avec des implications importantes pour la sécurité régionale et mondiale, ainsi que pour les relations entre la Russie et les pays occidentaux.

Les soutiens apportés par les pays occidentaux à l'Ukraine contre la Russie

Depuis le début de la crise ukrainienne en 2014, les pays occidentaux ont apporté un soutien important à l'Ukraine pour faire face à l'agression russe. Ce soutien se compose de plusieurs types d'aide, notamment :

1. **Aide financière** : Les pays occidentaux ont fourni une aide financière importante à l'Ukraine pour aider le pays à stabiliser son économie et à financer des réformes. L'Union européenne a, par exemple, alloué des prêts et des subventions pour un montant total de plusieurs milliards d'euros.
2. **Aide militaire** : Les pays occidentaux ont fourni une aide militaire à l'Ukraine, notamment des équipements de défense tels que des armes légères, des véhicules blindés et des drones. Les États-Unis, le Canada et certains pays européens ont fourni une assistance militaire directe à l'Ukraine.
3. **Sanctions économiques** : Les pays occidentaux ont imposé des sanctions économiques à la Russie en réponse à son annexion de la Crimée et à son soutien aux séparatistes dans l'est de l'Ukraine. Ces sanctions ont visé les secteurs clés de l'économie russe, notamment le pétrole, le gaz et les industries de la défense.
4. **Assistance humanitaire** : Les pays occidentaux ont fourni une assistance humanitaire à l'Ukraine pour aider les personnes touchées par le conflit. Cette aide comprend de la nourriture, de l'eau potable, des médicaments et des fournitures médicales.

De nombreux pays ont pris des sanctions économiques et politiques contre la Russie depuis 2014 en réponse à son annexion de la Crimée en 2014 et à son implication dans le conflit en Ukraine. Voici une liste des pays ayant pris des sanctions contre la Russie depuis 2014 et le contenu de ces sanctions :

1. **Les États-Unis** : Les États-Unis ont imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations de technologies sensibles, des interdictions de voyage pour certains fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.
2. **L'Union européenne** : L'UE a imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations d'armes et de technologies liées au secteur pétrolier et gazier, des interdictions de voyage pour certains fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.
3. **Le Canada** : Le Canada a imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations de technologies sensibles, des interdictions de voyage pour certains fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.
4. **L'Australie** : L'Australie a imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations de technologies sensibles, des interdictions de voyage pour certains

fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.

5. La Norvège : La Norvège a imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations de technologies sensibles, des interdictions de voyage pour certains fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.
6. La Suisse : La Suisse a imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations de technologies sensibles, des interdictions de voyage pour certains fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.
7. Le Japon : Le Japon a imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations de technologies sensibles, des interdictions de voyage pour certains fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.
8. La Corée du Sud : La Corée du Sud a imposé des sanctions économiques et politiques contre la Russie, notamment des restrictions sur les exportations de technologies sensibles, des interdictions de voyage pour certains fonctionnaires russes, et des sanctions financières et commerciales ciblées contre des personnalités et des entreprises russes.

Ces sanctions visent à exercer une pression économique et politique sur la Russie pour l'inciter à changer son comportement vis-à-vis de l'Ukraine et de ses voisins.

Parmi les pays qui n'ont pas pris de mesures de sanctions importantes contre la Russie, on peut citer :

- Les pays membres de l'Union européenne tels que la Grèce, la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie et Chypre ont exprimé leur opposition à certaines des sanctions imposées par l'UE contre la Russie. Cependant, ils ont tout de même mis en œuvre ces sanctions, bien que parfois avec des réticences.
- La Turquie n'a pas pris de mesures de sanctions importantes contre la Russie et a maintenu des relations économiques et politiques étroites avec Moscou. Cependant, la Turquie a également exprimé sa préoccupation face à l'annexion de la Crimée et à l'agression en Ukraine.
- La Serbie a maintenu de bonnes relations avec la Russie malgré les pressions exercées par l'Union européenne pour qu'elle prenne des mesures de sanctions. La Serbie est membre de l'Union douanière eurasiatique avec la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Arménie.
- Les pays d'Amérique latine comme l'Argentine, le Venezuela et le Nicaragua ont également maintenu des relations étroites avec la Russie et n'ont pas pris de mesures de sanctions importantes.

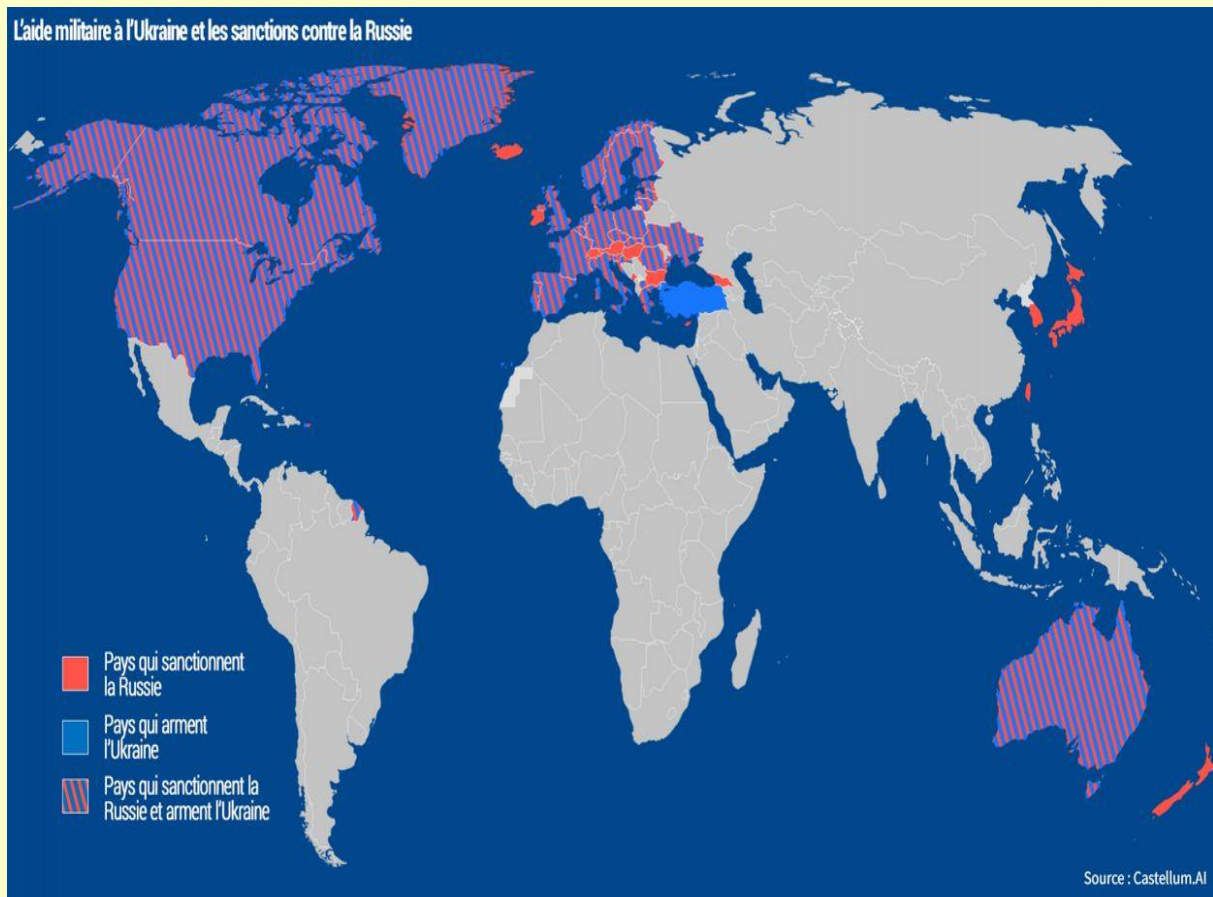


Image d'illustration¹⁶

La grande majorité des pays asiatiques et africains n'ont pas pris de mesures de sanctions contre la Russie en raison de la crise en Ukraine. Cependant, il convient de noter que de nombreux pays de ces deux continents ont exprimé leur préoccupation concernant l'agression russe en Ukraine et ont appelé au dialogue et à une résolution pacifique de la crise.

Voici quelques exemples de pays asiatiques et africains qui n'ont pas pris de mesures de sanctions significatives contre la Russie :

- L'Inde a maintenu des relations étroites avec la Russie, notamment en matière de défense et d'énergie, et n'a pas pris de mesures de sanctions importantes.
- La Chine a maintenu des relations étroites avec la Russie et a exprimé son opposition aux sanctions économiques occidentales. Cependant, la Chine n'a pas non plus pris de mesures de sanctions importantes contre la Russie.
- L'Égypte a exprimé sa préoccupation face à la situation en Ukraine mais n'a pas pris de mesures de sanctions contre la Russie.
- L'Algérie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont également maintenu des relations étroites avec la Russie et n'ont pas pris de mesures de sanctions importantes.

¹⁶ <https://www.rtb.be/article/un-an-de-querre-en-ukraine-qui-condamne-la-russie-qui-la-sanctionne-qui-soutient-lukraine-le-monde-face-au-conflit-11153884>

Les sanctions prises par la Russie contre les pays occidentaux

En réponse aux sanctions prises par les pays occidentaux, la Russie a également pris des mesures de rétorsion, notamment en imposant des sanctions économiques et politiques contre ces pays. Voici quelques exemples de mesures prises par la Russie :

1. Embargo alimentaire (2014) : En réponse aux sanctions économiques imposées par les pays occidentaux après l'annexion de la Crimée, la Russie a interdit l'importation de certains produits alimentaires en provenance de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Norvège. L'embargo a été renouvelé plusieurs fois depuis lors.
2. Interdiction de voyager (2014) : En 2014, la Russie a interdit l'entrée sur son territoire à un certain nombre de personnalités politiques européennes et américaines en réponse aux sanctions prises contre elle.
3. Restriction de l'exportation de produits énergétiques (2014) : En 2014, la Russie a réduit ses exportations de produits énergétiques vers l'Union européenne en réponse aux sanctions économiques imposées par l'UE.
4. Interdiction d'activités pour les organisations non gouvernementales (2015) : En 2015, la Russie a interdit un certain nombre d'organisations non gouvernementales étrangères, dont des organisations américaines, en réponse aux sanctions imposées par les États-Unis.
5. Interdiction des importations de produits industriels (2020) : En 2020, la Russie a interdit l'importation de certains produits industriels en provenance de l'Allemagne, de la France et de l'Italie en réponse aux sanctions imposées par l'Union européenne.

Les votes à l'assemblée générale des nations unies sur les crises russo-ukrainiennes de 2014 à 2022

Depuis le début de la crise russo-ukrainienne en 2014, l'Assemblée générale des Nations unies a voté sur plusieurs résolutions liées au conflit. Voici quelques-uns des votes les plus importants :

- Le 27 mars 2014, l'Assemblée générale a adopté une résolution intitulée "Intégrité territoriale de l'Ukraine" affirmant l'intégrité territoriale de l'Ukraine, rejetant l'annexion de la Crimée par la Russie et appelant tous les États à s'abstenir de toute action qui pourrait compromettre l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique de l'Ukraine.
- Le 27 novembre 2014, l'Assemblée générale a adopté une résolution appelant à la fin de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie et condamnant les actions militaires russes dans l'est de l'Ukraine.
- Le 19 décembre 2016, l'Assemblée générale a adopté une résolution appelant à la protection des droits de l'homme en Crimée et à la fin de l'occupation de la région par la Russie.
- Le 20 décembre 2017, l'Assemblée générale a adopté une résolution appelant à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques ukrainiens détenus en Russie et en Crimée.
- Le 17 décembre 2018, l'Assemblée générale a adopté une résolution appelant à la pleine mise en œuvre des accords de Minsk pour résoudre le conflit en Ukraine.

- Le 10 juin 2021, l'Assemblée générale a adopté une résolution appelant à la fin de l'occupation de la Crimée par la Russie et condamnant les violations des droits de l'homme dans la région.

Depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine en 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a tenu plusieurs séances d'urgence et a adopté plusieurs résolutions condamnant l'agression russe et appelant à un cessez-le-feu immédiat et au respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

- Le 1er mars 2022, l'Assemblée générale a adopté la résolution 76/304 intitulée "Situation en Ukraine". Cette résolution a été adoptée à l'unanimité et condamnait fermement l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et appelait à un cessez-le-feu immédiat. La résolution a également appelé toutes les parties à s'abstenir de tout acte de violence et à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire.
- Le 8 mars 2022, l'Assemblée générale a adopté la résolution 76/309 intitulée "Intégrité territoriale de l'Ukraine". Cette résolution réaffirmait la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et appelait toutes les parties à respecter ces principes fondamentaux du droit international.
- Le 15 mars 2022, l'Assemblée générale a adopté la résolution 76/313 intitulée "Situation en Ukraine". Cette résolution appelait à la fin immédiate de l'agression russe et à la restauration de la paix et de la stabilité en Ukraine. Elle a également appelé toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et les droits de l'homme.
- Le 28 avril 2022, l'Assemblée générale a adopté la résolution 76/321 intitulée "Situation en Ukraine". Cette résolution a condamné l'agression russe continue contre l'Ukraine et appelé toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et à protéger les civils touchés par le conflit. La résolution a également appelé à une solution pacifique et politique à la crise.

Ces résolutions ont été votées par une majorité de pays membres de l'Assemblée générale des Nations unies, et reflètent l'opinion de la communauté internationale sur la crise russo-ukrainienne. Cependant, il convient de noter que ces résolutions n'ont pas de force contraignante et que les pays peuvent choisir de ne pas les respecter.

Les conséquences géopolitiques mondiales de la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine a eu des conséquences géopolitiques mondiales significatives, notamment :

1. Tensions entre l'Occident et la Russie : La guerre en Ukraine a intensifié les tensions entre l'Occident et la Russie, qui a annexé la Crimée en 2014 et soutenu les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine. Cette crise a entraîné des sanctions économiques contre la Russie de la part de l'Occident, ainsi que des contre-sanctions de la part de la Russie.
2. Réévaluation de la sécurité européenne : La guerre en Ukraine a réévalué la sécurité européenne et la capacité de l'Union européenne à protéger ses États membres contre les menaces de la Russie. Cela a conduit à une augmentation des dépenses de défense dans l'UE et à la création d'une force de réaction rapide de l'UE.
3. Affirmation de l'identité ukrainienne : La guerre en Ukraine a renforcé l'identité nationale ukrainienne et son désir d'indépendance vis-à-vis de la Russie.
4. Risques de prolifération d'armes : La guerre en Ukraine a soulevé des préoccupations quant à la prolifération des armes, car les séparatistes pro-russes ont reçu un soutien militaire de la Russie.

5. Implication des grandes puissances : La guerre en Ukraine a impliqué plusieurs grandes puissances, notamment la Russie, les États-Unis, l'Union européenne et la Chine. Cette implication a eu des répercussions sur les relations internationales et a renforcé les rivalités géopolitiques.

La dédollarisation qui est un processus par lequel les pays cherchent à réduire leur dépendance au dollar américain dans les échanges commerciaux et financiers internationaux s'accélère depuis 2022. Ce processus a été enclenché en partie par les sanctions économiques unilatérales imposées par les États-Unis à certains pays, qui ont entraîné des coûts économiques importants pour ces derniers. Les pays cherchent donc à diversifier leurs réserves de devises, à promouvoir l'utilisation de leur propre monnaie dans les échanges internationaux, et à développer des mécanismes de paiement alternatifs.

Plusieurs pays, notamment la Chine et la Russie, ont mis en place des systèmes de paiement en devises nationales pour les échanges commerciaux avec d'autres pays, afin de réduire leur dépendance au dollar. La Chine a également développé sa propre monnaie, le yuan, comme une alternative au dollar pour les échanges commerciaux internationaux.

Voici une liste non exhaustive de pays qui ont proposé d'utiliser le yuan ou leur monnaie locale pour les transactions internationales, en remplacement du dollar :

- Chine : la Chine a proposé l'utilisation du yuan comme monnaie de réserve internationale, en concurrence avec le dollar. Elle a également créé le China International Payment System (CIPS), un système de paiement international pour les transactions en yuan.
- Russie : la Russie a proposé l'utilisation du rouble pour les transactions internationales, et a créé le système de paiement international Mir pour les transactions en roubles.
- Iran : l'Iran a proposé l'utilisation du rial pour les échanges commerciaux avec certains pays, en particulier la Chine.
- Venezuela : le Venezuela a proposé l'utilisation de sa monnaie locale, le bolivar, pour les échanges commerciaux avec d'autres pays.
- Zimbabwe : le Zimbabwe a proposé l'utilisation de sa monnaie locale, le dollar zimbabwéen, pour les échanges commerciaux avec la Chine et d'autres pays.
- Turquie : la Turquie a proposé d'utiliser sa monnaie locale, la livre turque, pour les échanges commerciaux avec d'autres pays.
- Inde : l'Inde a proposé d'utiliser le yuan pour les échanges commerciaux avec la Chine, ainsi que d'autres monnaies locales pour les échanges avec d'autres pays.
- Émirats arabes unis : les Émirats arabes unis ont proposé d'utiliser le yuan pour les transactions commerciales avec la Chine, ainsi que leur propre monnaie, le dirham, pour les transactions avec d'autres pays.

Les sociétés militaires privées dans le monde, parlons-en !

Dr Daniel Kere. Mai 2023



De nos jours, des analystes s'achoppent sur la présence de groupe militaires privés russes en Afrique et ailleurs dans le monde. C'est l'occasion pour nous de nous intéresser à ce sujet et ouvrir la problématique pour essayer de se faire une idée assez large des sociétés militaires privées qui existent. Ce travail, glané à la suite de quelques recherches sur internet est partiel et provisoire. Partiel car nous n'avons pas la prétention de répertorier toutes les sociétés militaires privées existantes dans le monde. Provisoire car ce travail apporte quelques données actuelles, elles-mêmes susceptibles d'évoluer.



Image d'illustration, pays ayant ratifié la convention régissant la situation des mercenaires¹⁷

Liste de quelques grandes sociétés militaires privées dans le monde

Une liste non exhaustive de sociétés militaires privées dans le monde :

1. Academi (anciennement Blackwater) - États-Unis
2. Aegis Defense Services - Royaume-Uni

¹⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_militaire_priv%C3%A9e

3. Blue Mountain - Royaume-Uni
4. Erinys - Royaume-Uni
5. Executive Outcomes - Afrique du Sud
6. G4S - Royaume-Uni
7. KBR - États-Unis
8. Olive Group - Royaume-Uni
9. Patriot Group International - États-Unis
10. RSB Group - Royaume-Uni
11. Sterling Global Operations - États-Unis
12. Triple Canopy - États-Unis
13. Unity Resources Group - Australie

Il est important de noter que certaines de ces sociétés ont été impliquées dans des controverses et des scandales, ce qui soulève des questions sur l'éthique de leur utilisation et de leur impact sur les conflits armés dans lesquels elles sont impliquées.



Image, illustration¹⁸

¹⁸<http://horizonsstrategiques.com/armee-a-vendre-les-societes-militaires-privées-mercénaires-des-temps-modernes/>

Academi (anciennement Blackwater) - États-Unis.

Academi, anciennement connu sous le nom de Blackwater, est une société militaire privée américaine fondée en 1997 par Erik Prince. La société est spécialisée dans la sécurité, la formation militaire, la logistique et les services de renseignement pour les gouvernements, les entreprises et les particuliers.

Blackwater a été impliqué dans plusieurs controverses et scandales au cours de son histoire. En 2007, des gardes de sécurité de Blackwater ont ouvert le feu sur des civils à Bagdad, en Irak, tuant 17 personnes. Cet événement a provoqué une condamnation internationale et a mis en évidence les problèmes liés à l'utilisation de sociétés militaires privées dans des zones de conflit.

En 2009, la société a changé son nom pour Xe Services, puis en 2011 pour Academi. Depuis, la société a mis en place des mécanismes pour améliorer la qualité de ses services et éviter les scandales.

Academi a fourni des services de sécurité et de formation à de nombreux gouvernements et organisations, notamment en Afghanistan, en Irak et en Somalie. La société a également fourni des services de sécurité pour les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver, au Canada.

Academi est souvent considérée comme l'une des plus grandes et des plus influentes sociétés militaires privées au monde, mais elle est également confrontée à une forte concurrence de la part d'autres sociétés de sécurité privées.

Aegis Defense Services - Royaume-Uni.

Aegis Defense Services est une société de sécurité privée basée au Royaume-Uni, fondée en 2002 par Tim Spicer, un ancien officier de l'armée britannique. La société fournit des services de sécurité, de logistique, de formation et de conseil aux gouvernements, aux organisations internationales et aux entreprises dans le monde entier.

Aegis Defense Services a été impliquée dans plusieurs opérations controversées au cours de son histoire, notamment en Irak, où elle a fourni des services de sécurité pour le compte du gouvernement américain. En 2005, la société a été accusée d'avoir organisé des opérations de surveillance illégales en Irak, ce qui a entraîné une enquête du gouvernement britannique. En 2007, un rapport du Congrès américain a révélé que la société avait été impliquée dans des cas de corruption en Irak.

Malgré ces controverses, Aegis Defense Services a continué à fournir des services de sécurité et de conseil à de nombreux gouvernements et organisations internationales, ainsi qu'à des entreprises du secteur pétrolier et gazier. La société a également développé des capacités en matière de cybersécurité et de renseignement, offrant des services de conseil et de formation à ses clients.

En 2015, Aegis Defense Services a été acquise par GardaWorld, une entreprise de sécurité privée canadienne, dans le cadre d'un effort pour renforcer les capacités de sécurité et de renseignement de GardaWorld dans le monde entier. Aujourd'hui, Aegis Defense Services opère sous le nom de GardaWorld International Protective Services, offrant une gamme de services de sécurité et de renseignement à ses clients à travers le monde.

Blue Mountain - Royaume-Uni.

Blue Mountain est une société de sécurité privée basée au Royaume-Uni, fondée en 2008 par l'ancien soldat britannique et mercenaire Anthony Buckingham. La société fournit des services de sécurité, de logistique et de conseil à des clients gouvernementaux et commerciaux dans le monde entier.

Blue Mountain a été impliquée dans plusieurs opérations controversées au cours de son histoire, notamment en Libye, où elle a fourni des services de sécurité pour les travailleurs étrangers pendant la guerre civile de 2011. En 2012, la société a été impliquée dans un scandale impliquant la sécurité des Jeux olympiques de Londres, lorsque des allégations selon lesquelles la société avait embauché des gardes de sécurité inexpérimentés et mal formés ont été révélées.

Malgré ces controverses, Blue Mountain est restée une entreprise importante dans le secteur de la sécurité privée, avec des clients gouvernementaux et commerciaux dans le monde entier. En 2015, la société a été acquise par G4S, une entreprise de sécurité privée internationale, pour renforcer les capacités de sécurité et de logistique de G4S dans le monde entier.

Aujourd'hui, Blue Mountain est intégré dans la division de gestion des risques de G4S, offrant une gamme de services de sécurité, de logistique et de conseil à ses clients gouvernementaux et commerciaux dans le monde entier.

Erinys - Royaume-Uni.

Erinys est une société de sécurité privée britannique fondée en 2001, spécialisée dans la protection de sites pétroliers et gaziers en Afrique. La société a été créée en réponse à l'augmentation de la violence et du vol dans les zones pétrolières et gazières en Afrique, où les gouvernements locaux ne pouvaient pas fournir une sécurité adéquate.

Erinys fournit des services de sécurité, de formation et de conseil à des clients gouvernementaux et commerciaux dans le monde entier, avec une expertise particulière dans les environnements hostiles et les zones de conflit. La société a une présence importante en Afrique, mais elle fournit également des services dans d'autres régions du monde, notamment en Asie et au Moyen-Orient.

Erinys a été impliquée dans plusieurs opérations controversées au cours de son histoire, notamment en Irak, où elle a fourni des services de sécurité pour les travailleurs étrangers pendant la guerre. En 2004, la société a été impliquée dans un incident où plusieurs de ses employés ont ouvert le feu sur une foule de civils, faisant plusieurs morts et blessés. L'incident a soulevé des questions sur le rôle des sociétés de sécurité privées en temps de guerre et a conduit à une enquête du gouvernement britannique.

Malgré ces controverses, Erinys est restée une entreprise importante dans le secteur de la sécurité privée, avec des clients gouvernementaux et commerciaux dans le monde entier. En 2010, Erinys a été acquise par la société de sécurité privée américaine Aegis Defense Services, qui a ensuite été acquise par GardaWorld en 2015. Aujourd'hui, Erinys est intégré dans la division de gestion des risques de GardaWorld, offrant une gamme de services de sécurité, de logistique et de conseil à ses clients dans le monde entier.

Executive Outcomes - Afrique du Sud.

Executive Outcomes était une société militaire privée basée en Afrique du Sud, fondée en 1989 par d'anciens membres des forces spéciales sud-africaines. La société a fourni des services de conseil, de formation et d'opérations militaires à des clients gouvernementaux et commerciaux dans le monde entier.

Executive Outcomes était connue pour son expertise en matière de sécurité et de contre-insurrection, ainsi que pour sa capacité à fournir des solutions militaires rapides et efficaces dans des environnements hostiles. La société a été impliquée dans plusieurs conflits en Afrique, notamment en Angola et en Sierra Leone, où elle a été créditée d'avoir aidé à mettre fin à la guerre civile.

Cependant, Executive Outcomes a également été critiqué pour son manque de transparence et pour son implication présumée dans des activités illégales, notamment le trafic d'armes et la violation d'embargos internationaux sur les armes. En 1998, la société a été fermée après des pressions politiques et des critiques internationales, ainsi que des enquêtes sur ses activités présumées illégales.

Malgré sa fermeture, Executive Outcomes a laissé un héritage important dans le secteur de la sécurité privée, en montrant la capacité des sociétés militaires privées à fournir des solutions militaires efficaces dans des environnements hostiles. Cependant, la fermeture de la société a également mis en lumière les défis et les controverses associés à l'utilisation de sociétés militaires privées dans les conflits internationaux.

G4S - Royaume-Uni.

G4S est une société de sécurité privée multinationale basée au Royaume-Uni, fondée en 2004 par la fusion de deux sociétés britanniques, Group 4 Falck et Securicor. La société fournit une gamme de services de sécurité et de gestion des risques à des clients gouvernementaux et commerciaux dans le monde entier.

G4S est devenue l'une des plus grandes sociétés de sécurité privée au monde, avec des opérations dans plus de 90 pays et environ 530 000 employés. Les services de la société incluent la sécurité des personnes et des biens, la gestion de la sûreté aéroportuaire, la gestion des espaces de détention, la sécurité électronique, la gestion des risques et la consultation.

Cependant, G4S a également été impliquée dans plusieurs controverses, notamment en 2012, lorsque la société a échoué à fournir suffisamment de personnel de sécurité pour les Jeux olympiques de Londres, ce qui a entraîné l'intervention de l'armée britannique pour combler le déficit. G4S a également été critiquée pour son traitement des migrants dans des centres de détention en Australie et pour son rôle dans la fourniture de services de sécurité dans les prisons sud-africaines.

Malgré ces controverses, G4S est restée une entreprise importante dans le secteur de la sécurité privée, avec une présence mondiale et une gamme diversifiée de services de sécurité et de gestion des risques. En 2021, G4S a été acquise par Allied Universal, une autre grande société de sécurité privée basée aux États-Unis.

KBR - États-Unis.

KBR est une société de services d'ingénierie et de construction basée aux États-Unis, fondée en 1901 sous le nom de M.W. Kellogg Company. La société a été renommée KBR en 2007 et a depuis lors élargi ses activités pour inclure des services de soutien aux missions gouvernementales et militaires, ainsi que des services de gestion des installations et de la logistique.

KBR fournit des services de construction, de conception et d'ingénierie pour les clients gouvernementaux et privés, ainsi que des services de soutien pour les opérations militaires et gouvernementales à l'étranger. La société est également impliquée dans la gestion des installations et la logistique, fournissant des services tels que la gestion des installations, la gestion des chaînes d'approvisionnement et la gestion des opérations de maintenance.

KBR a été impliquée dans plusieurs projets gouvernementaux importants, notamment la reconstruction en Irak après la guerre de 2003, où elle a été chargée de fournir des services de soutien logistique et de construction pour l'armée américaine. La société a également fourni des services pour les opérations militaires américaines en Afghanistan.

Cependant, KBR a également été impliquée dans des controverses, notamment en 2006, lorsqu'elle a été accusée d'avoir surfacturé des services en Irak, ce qui a entraîné une enquête du gouvernement américain. En 2010, la société a accepté de verser 579 millions de dollars pour régler les accusations de surfacturation.

Malgré ces controverses, KBR est restée une entreprise importante dans le secteur des services d'ingénierie et de construction, avec une présence mondiale et une gamme diversifiée de services de soutien aux missions gouvernementales et militaires.

Olive Group - Royaume-Uni

Olive Group était une société de sécurité privée basée au Royaume-Uni, fondée en 2001 et acquise par Constellis en 2015. La société fournissait des services de sécurité et de gestion de risques pour les entreprises et les gouvernements dans des zones de conflit ou à haut risque à travers le monde.

Les services fournis par Olive Group comprenaient la sécurité des voyageurs, la sécurité des sites et des bâtiments, la gestion des événements de sécurité, la gestion des risques opérationnels, la formation et le conseil en sécurité. La société employait principalement d'anciens militaires et policiers de haut niveau, ainsi que des experts en gestion des risques et en sécurité.

Olive Group a travaillé avec plusieurs clients gouvernementaux et privés, notamment la protection des travailleurs humanitaires en Afghanistan et en Irak, ainsi que la sécurité des installations pétrolières dans des pays comme le Nigeria et l'Angola. La société a également fourni des services de sécurité pour des événements internationaux, tels que les Jeux olympiques de 2004 à Athènes.

Cependant, Olive Group a également été impliquée dans des controverses, notamment en 2007, lorsqu'elle a été accusée d'avoir violé des lois sur l'exportation d'armes en fournissant des équipements de surveillance en Irak sans autorisation. En 2009, la société a accepté de verser une amende de 10 millions de livres sterling pour régler l'affaire.

En 2015, Olive Group a été acquise par Constellis, une entreprise de sécurité privée américaine, et a été fusionnée avec d'autres sociétés de sécurité privées pour former un groupe plus large offrant une gamme complète de services de sécurité et de gestion de risques.

Patriot Group International - États-Unis.

Patriot Group International (PGI) est une société de sécurité privée basée aux États-Unis, fondée en 2004. La société fournit une gamme de services de sécurité et de gestion de risques pour les entreprises et les gouvernements dans des zones de conflit ou à haut risque à travers le monde.

Les services fournis par PGI comprennent la sécurité des voyageurs, la sécurité des sites et des bâtiments, la gestion des événements de sécurité, la gestion des risques opérationnels, la formation et le conseil en sécurité. La société emploie principalement d'anciens militaires et policiers de haut niveau, ainsi que des experts en gestion des risques et en sécurité.

PGI a travaillé avec plusieurs clients gouvernementaux et privés, notamment la protection des travailleurs humanitaires en Afghanistan et en Irak, ainsi que la sécurité des installations pétrolières dans des pays comme le Nigeria et l'Angola. La société a également fourni des services de sécurité pour des événements internationaux, tels que les Jeux olympiques de 2012 à Londres.

PGI a également été impliqué dans des controverses, notamment en 2007, lorsque l'un de ses employés a été impliqué dans une fusillade à Bagdad qui a tué 17 civils irakiens. La société a été accusée de ne pas avoir effectué de vérifications adéquates sur les antécédents de ses employés et de ne pas avoir fourni une formation adéquate en matière de gestion des armes à feu. En 2008, la société a accepté de verser une amende de 1 million de dollars pour régler l'affaire.

Malgré les controverses, PGI est toujours actif et continue de fournir des services de sécurité privée et de gestion de risques dans des zones de conflit ou à haut risque dans le monde entier.

RSB Group - Royaume-Uni.

RSB Group est une société de sécurité privée basée au Royaume-Uni, spécialisée dans la fourniture de services de sécurité et de défense pour les gouvernements, les entreprises et les organisations internationales dans des zones de conflit ou à haut risque dans le monde entier.

La société a été fondée en 2008 par d'anciens militaires britanniques et est principalement composée d'experts en sécurité et en défense, dont beaucoup ont servi dans les forces armées britanniques et ont une expérience de la sécurité en Irak et en Afghanistan.

Les services fournis par RSB Group comprennent la sécurité des sites et des bâtiments, la protection rapprochée, la formation en sécurité, la gestion des risques et la sécurité des voyageurs. La société a travaillé avec des clients gouvernementaux et privés dans des pays tels que l'Irak, l'Afghanistan, le Nigeria et l'Ukraine.

RSB Group est également active dans la formation de forces de sécurité locales, notamment en fournissant une formation en matière de sécurité et de défense à des forces armées et de police étrangères.

La société a été impliquée dans des controverses, notamment en 2014, lorsqu'un de ses employés a été enlevé en Libye. La société a été accusée de ne pas avoir fourni une formation adéquate en matière de sécurité à ses employés travaillant en Libye. La situation s'est résolue avec la libération de l'employé.

Malgré les controverses, RSB Group est toujours active et continue de fournir des services de sécurité privée et de défense dans des zones de conflit ou à haut risque dans le monde entier.

Sterling Global Operations - États-Unis.

Sterling Global Operations est une société de sécurité privée basée aux États-Unis qui fournit des services de déminage, de gestion des explosifs, de détection d'engins explosifs improvisés (EEI) et de sécurité en zones de conflit et à haut risque dans le monde entier.

La société a été fondée en 2013 par d'anciens militaires américains et est composée d'experts en sécurité et en déminage, dont beaucoup ont servi dans les forces armées américaines et ont une expérience en matière de sécurité en Irak et en Afghanistan.

Les services de Sterling Global Operations comprennent le déminage, la neutralisation d'engins explosifs, la gestion des explosifs, la détection d'EEI et la sécurité des sites et des bâtiments. La société a travaillé avec des clients gouvernementaux et privés dans des pays tels que l'Irak, l'Afghanistan, le Yémen, la Syrie et la Libye.

La société est également impliquée dans la formation de forces de sécurité locales, notamment en fournissant une formation en matière de déminage et de gestion des explosifs à des forces armées et de police étrangères.

Sterling Global Operations a été impliquée dans plusieurs incidents, notamment en 2016, lorsqu'un employé de la société a été tué lors d'une mission de déminage en Irak. La société a été accusée de ne pas avoir fourni une formation adéquate à son personnel et de ne pas avoir fourni les équipements de protection nécessaires. Cependant, la société a depuis mis en place des protocoles de sécurité plus stricts pour garantir la sécurité de ses employés.

Malgré les controverses, Sterling Global Operations continue de fournir des services de déminage, de gestion des explosifs et de sécurité dans des zones de conflit et à haut risque dans le monde entier.

Triple Canopy - États-Unis.

Triple Canopy est une entreprise de sécurité privée basée aux États-Unis qui fournit des services de sécurité, de gestion de crise et de formation en matière de sécurité pour les gouvernements et les entreprises. Elle a été fondée en 2003 par d'anciens membres des forces spéciales américaines.

Les services de Triple Canopy comprennent la sécurité des sites, la protection de convois, la gestion de crise, la formation en matière de sécurité et la sécurité maritime. La société a travaillé avec des clients gouvernementaux et privés dans des pays tels que l'Irak, l'Afghanistan, le Nigeria et le Honduras.

Triple Canopy est connue pour son travail de sécurité en Irak, où elle a fourni des services de sécurité pour les missions diplomatiques américaines et les entreprises opérant dans le pays. La société a également été impliquée dans des missions de secours en cas de catastrophe, telles que l'ouragan Katrina en 2005.

La société a été critiquée pour son implication dans l'incident de tir sur la place Nisour en 2007 à Bagdad, au cours duquel 17 civils irakiens ont été tués par des employés de la société. Les employés ont été accusés de meurtre et d'homicide involontaire, et la société a été critiquée pour ne pas avoir fourni une formation adéquate à son personnel. La société a finalement accepté de verser une amende de 7,5 millions de dollars pour régler les accusations liées à l'incident.

Depuis lors, Triple Canopy a mis en place des protocoles de formation et de sécurité plus stricts pour garantir la sécurité de son personnel et des civils dans les zones de conflit où elle opère.

Aujourd'hui, Triple Canopy continue de fournir des services de sécurité à des clients gouvernementaux et privés dans le monde entier, avec une présence importante dans les zones de conflit et les environnements à haut risque.

Unity Resources Group - Australie.

Unity Resources Group est une entreprise de sécurité privée australienne qui fournit des services de sécurité, de gestion de crise et de conseil en sécurité pour les gouvernements et les entreprises. Elle a été fondée en 2000 par d'anciens membres des forces spéciales australiennes.

Les services de Unity Resources Group comprennent la sécurité des sites, la protection de convois, la formation en matière de sécurité et la gestion de crise. La société a travaillé avec des clients gouvernementaux et privés dans des pays tels que l'Irak, l'Afghanistan, le Nigeria, le Pakistan et le Timor oriental.

Unity Resources Group est connue pour son travail de sécurité en Irak et en Afghanistan, où elle a fourni des services de sécurité pour les missions diplomatiques et les entreprises opérant dans ces pays. La société a également été impliquée dans des missions de secours en cas de catastrophe, telles que le tsunami de 2004 en Asie.

La société a été impliquée dans plusieurs incidents controversés au fil des ans, notamment des accusations de mauvais traitements infligés à des travailleurs étrangers en Irak en 2004, ainsi que des accusations de recours à une force excessive contre des manifestants en Afghanistan en 2006. Unity Resources Group a nié ces accusations.

Depuis lors, Unity Resources Group a renforcé ses protocoles de formation et de sécurité pour garantir la sécurité de son personnel et des civils dans les zones de conflit où elle opère.

Aujourd'hui, Unity Resources Group continue de fournir des services de sécurité à des clients gouvernementaux et privés dans le monde entier, avec une présence importante dans les zones de conflit et les environnements à haut risque.

Sociétés militaires privées russes

Le Groupe Wagner

Le Groupe Wagner est une entreprise de sécurité privée russe qui a été créée en 2014. Elle est connue pour fournir des services de sécurité et de soutien aux opérations militaires dans plusieurs pays en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est.

Le groupe Wagner est souvent considéré comme une organisation paramilitaire ou une armée privée, en raison de ses liens étroits avec le gouvernement russe et son implication dans les opérations militaires en Ukraine et en Syrie. Les autorités russes nient cependant tout lien officiel avec le groupe et le qualifient de "entreprise de sécurité privée". Il est

accusé d'avoir fourni des mercenaires pour combattre aux côtés des forces pro-russes dans l'est de l'Ukraine et pour soutenir les forces gouvernementales syriennes dans la guerre civile syrienne. Le groupe Wagner est également connu pour avoir été impliqué dans des opérations de sécurité pour protéger des installations pétrolières en Libye.

Le groupe Wagner a été impliqué dans plusieurs incidents controversés au fil des ans, notamment des allégations de violations des droits de l'homme et de crimes de guerre. Le groupe est également accusé d'avoir recruté des mercenaires pour participer à des conflits armés sans autorisation officielle, ce qui est illégal en vertu du droit international. Le groupe a nié ces accusations.

La légion étrangère française

La Légion étrangère est une unité de l'armée française qui a été créée en 1831 pour permettre à des étrangers de s'engager dans l'armée française. Elle a été créée pour répondre aux besoins de l'armée française qui avait du mal à recruter suffisamment de soldats dans la population française.

La Légion étrangère est composée d'étrangers de toutes nationalités, ce qui lui confère une grande diversité culturelle et linguistique. Les légionnaires sont formés à Castelnaudary, dans le sud de la France, où ils reçoivent une formation militaire rigoureuse et complète.

La Légion étrangère a participé à de nombreuses opérations militaires françaises à travers le monde, notamment en Afrique, en Asie et en Europe. Elle a également joué un rôle important dans la défense de la France, en particulier pendant les deux guerres mondiales.

Les légionnaires sont réputés pour leur loyauté, leur discipline et leur détermination. Ils sont prêts à risquer leur vie pour la France et sont souvent considérés comme l'une des unités les plus dures et les plus efficaces de l'armée française. La Légion étrangère continue de jouer un rôle important dans la défense de la France et dans les opérations militaires à travers le monde.

Des foyers de tensions dans le monde, parlons-en !

Dr Daniel KERE. Mai 2023



Il existe des crises multiformes actuellement dans le monde. Aucun continent ne semble épargné. Ces crises peuvent se présenter comme des violences armées, des tensions politiques extrêmes susceptibles de dégénérer, des trafics illicites de tous ordres, etc.

Dans ce document, nous présentons quelques données recueillies à travers d'une recherche sur internet. Ce travail est très partiel et provisoire. Des développements importants lui seront apportés.

Les guerres qui se déroulent actuellement en Afrique

Conflits armés en cours en Afrique :

1. Guerre civile en Libye (depuis 2011)
2. Conflit en Casamance, Sénégal (depuis 1982). Toutefois, cette crise connaît une accalmie réelle, depuis la signature d'accord entre les protagonistes.
3. Guerre civile en République centrafricaine (depuis 2012)
4. Conflit au nord du Mali (depuis 2012)
5. Conflit en Somalie (depuis 1986)
6. Guerre en Érythrée et en Éthiopie (depuis 1998). Toutefois, cette crise connaît une accalmie réelle, depuis la signature d'accord entre les protagonistes. Des délégations des deux pays se sont rendues mutuellement visite.
7. La guerre du Tigré en Éthiopie, qui a débuté en novembre 2020 entre le gouvernement éthiopien et le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF).
8. La guerre de Cabo Delgado au Mozambique, qui a débuté en 2017 entre le gouvernement mozambicain et l'État islamique au Mozambique (ISIS-Mozambique).
9. L'insurrection de Boko Haram au Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger, qui a commencé en 2009 et est dirigée par le groupe terroriste Boko Haram.
10. Le conflit du Darfour au Soudan, qui a débuté en 2003 et oppose le gouvernement soudanais et les groupes rebelles de la région du Darfour.
11. La guerre civile du Soudan du Sud, qui a débuté en décembre 2013 et oppose le gouvernement du Soudan du Sud et des groupes rebelles.

3. Guerre civile au Yémen : Depuis 2015, le Yémen est le théâtre d'une guerre civile entre les forces gouvernementales et les rebelles Houthis. La guerre a également impliqué l'intervention de forces étrangères, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui soutiennent les forces gouvernementales, et l'Iran, qui soutient les rebelles Houthis. Le récent rapprochement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran ouvre des perspectives de négociations pour un retour à la paix au Yémen.
4. Crise politique et économique au Liban : Le Liban est confronté à une crise économique et politique depuis plusieurs années, marquée par une inflation galopante, une augmentation du chômage et une augmentation de la pauvreté. En outre, la crise politique a été exacerbée par l'explosion massive de produits chimiques dans le port de Beyrouth en août 2020.
5. Tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran : Les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran remontent à des décennies, mais se sont intensifiées ces dernières années en raison de conflits régionaux tels que la guerre en Syrie et la guerre au Yémen. Les deux pays sont en désaccord sur une série de questions, y compris l'influence régionale, la religion et les ressources pétrolières. Mais depuis mars 2023, un rapprochement est observable entre ces deux pays, sous l'égide de la Chine.

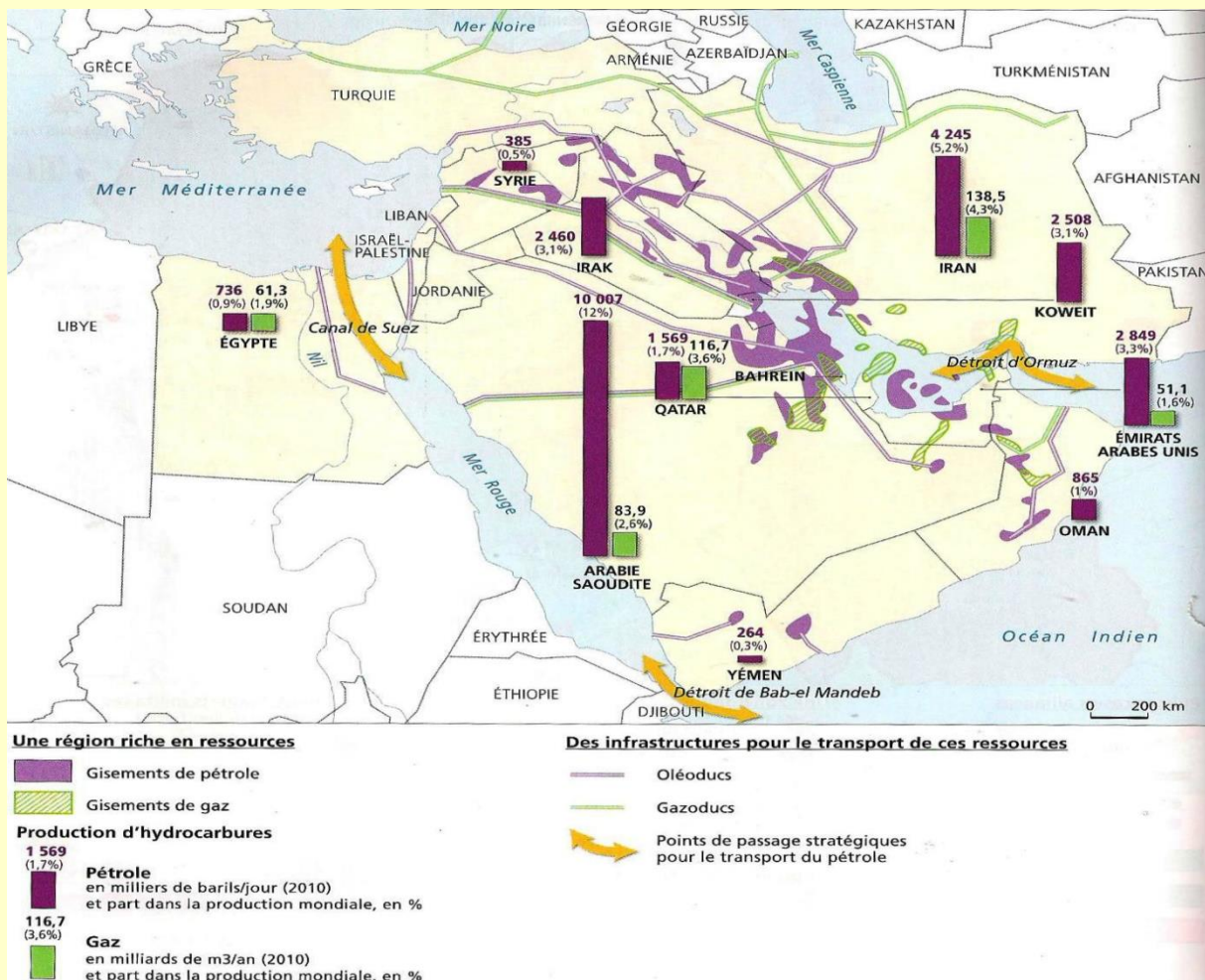


Image d'illustration²⁰

²⁰<https://lewebpedagogique.com/histoiregeotruffaut/2020/04/27/proche-et-moyen-orient-un-foyer-de-conflits-depuis-1945/>

Crises en Asie

Un aperçu des crises actuelles en Asie :

1. Crise politique en Birmanie : Le coup d'État militaire en Birmanie en février 2021 a renversé le gouvernement civil élu et a provoqué une vague de protestations et de violences dans tout le pays. Les forces armées ont répondu par une répression violente contre les manifestants et des groupes ethniques armés ont lancé des attaques contre l'armée.
2. Conflit en Afghanistan : Le conflit en Afghanistan dure depuis des décennies, impliquant des forces gouvernementales, des groupes rebelles, des groupes terroristes et des forces étrangères. Depuis le retrait des forces américaines en 2021, la situation s'est détériorée avec une offensive des talibans qui ont pris le contrôle de grandes parties du pays. Actuellement, les talibans contrôlent le pouvoir d'État.
3. Tensions en mer de Chine méridionale : Les tensions entre la Chine et d'autres pays de la région en mer de Chine méridionale ont augmenté ces dernières années en raison de revendications territoriales concurrentes. La Chine a construit des îles artificielles dans la région, ce qui a suscité la préoccupation des pays voisins et des États-Unis.
4. Conflit entre l'Inde et le Pakistan : Les tensions entre l'Inde et le Pakistan sont récurrentes depuis leur indépendance respective en 1947. Les deux pays ont été impliqués dans des conflits frontaliers et une course aux armements nucléaires.

Point des crises en Amérique Latine

Crises actuelles en Amérique latine :

1. Crise économique au Venezuela : Le Venezuela connaît depuis plusieurs années une grave crise économique, marquée par une hyperinflation, une pénurie de biens de première nécessité et une augmentation de la pauvreté. La situation est aggravée par les sanctions économiques imposées par les États-Unis et d'autres pays. Cependant, du fait des sanctions imposées sur certains produits russes, du fait de la guerre en Ukraine, des rapprochements ont été effectués avec le régime du président Maduro pour une levée partielle des sanctions qui pèsent sur le pays.
2. Conflit en Colombie : La Colombie a été en proie à un conflit armé interne pendant des décennies, impliquant des groupes rebelles, des groupes paramilitaires et le gouvernement. Bien qu'un accord de paix ait été signé en 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), des groupes armés continuent d'opérer dans certaines régions du pays.
3. Crise politique et économique en Haïti : Haïti connaît une crise politique et économique depuis des années, marquée par l'instabilité politique, la corruption et la pauvreté. En juillet 2021, le président Jovenel Moïse a été assassiné, aggravant encore la situation.
4. Crise sanitaire en Amérique latine : La pandémie de COVID-19 a touché durement l'Amérique latine, avec des taux de mortalité élevés et une situation sanitaire fragile dans de nombreux pays. Le Brésil a été particulièrement touché, enregistrant l'un des taux de mortalité les plus élevés au monde.

Guérillas sud-américaines

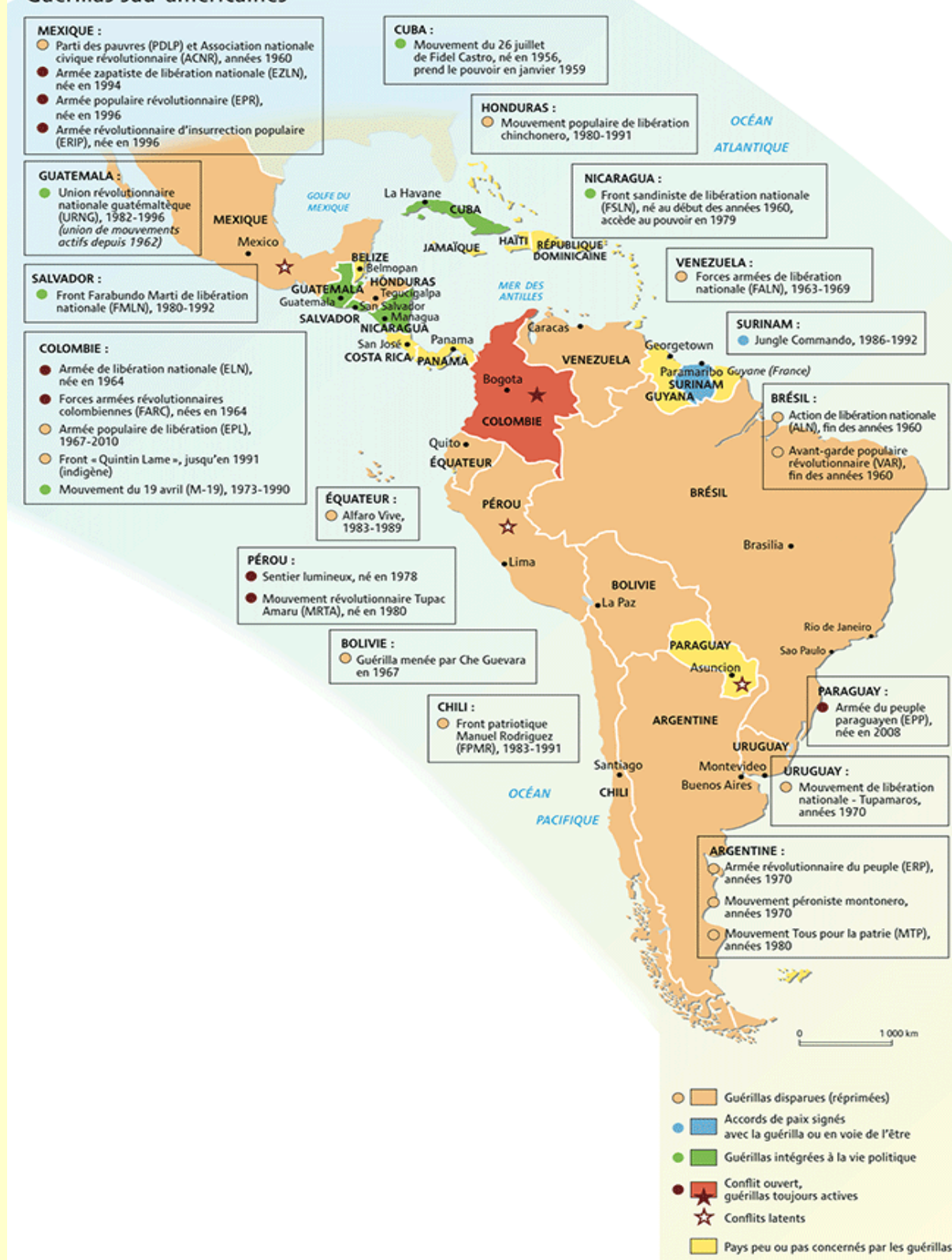


Image d'illustration²¹

²¹https://www.monde-diplomatique.fr/publications/1_atlas_histoire/a54073

Crises en Europe

Aperçu des crises actuelles en Europe :

1. Crise des réfugiés en Europe : Depuis plusieurs années, l'Europe est confrontée à une crise des réfugiés, avec un afflux massif de migrants et de demandeurs d'asile en provenance de pays en conflit comme la Syrie, l'Afghanistan et l'Irak. Cette crise a entraîné des tensions politiques et sociales dans plusieurs pays européens.
2. Tensions en Biélorussie : Depuis les élections présidentielles controversées de 2020, la Biélorussie est en proie à des manifestations et à des troubles politiques. Le gouvernement du président Alexandre Loukachenko a été accusé de fraude électorale et de répression violente contre les manifestants.
3. Conflit en Ukraine : Depuis 2014, l'Ukraine est en proie à un conflit armé dans l'est du pays, impliquant des forces gouvernementales, des séparatistes prorusses et des forces russes. Bien qu'un cessez-le-feu ait été signé en 2015, les violences persistent dans la région. La situation a complètement dégénéré avec un conflit ouvert entre la Russie et l'Ukraine depuis le 24 février 2022.
4. Tensions en Turquie : Les tensions entre la Turquie et plusieurs pays européens se sont accrues ces dernières années en raison de questions politiques, économiques et migratoires. La Turquie a également été impliquée dans des conflits en Syrie et en Libye.
5. Crise économique en Grèce : La Grèce a été confrontée à une crise économique majeure depuis 2008, marquée par une dette élevée, un taux de chômage élevé et une austérité économique imposée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

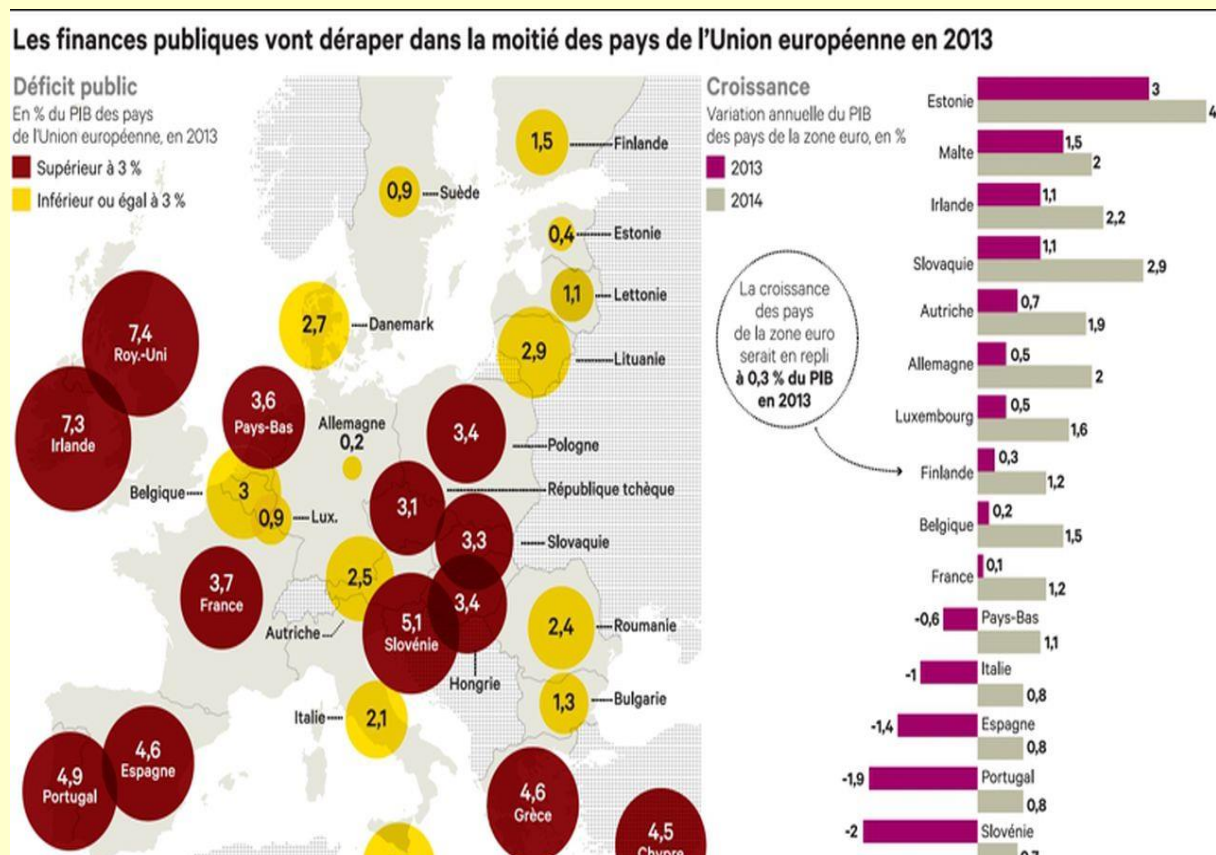


Image d'illustration²²

²²<https://www.lesechos.fr/2013/02/leurope-reste-ensablee-dans-la-crise-economique-317926>

Crises en Amérique du Nord

Aperçu des crises actuelles en Amérique du Nord :

1. Crise migratoire à la frontière américano-mexicaine : Depuis plusieurs années, les États-Unis sont confrontés à une crise migratoire à leur frontière avec le Mexique, avec un afflux massif de migrants et de demandeurs d'asile en provenance d'Amérique centrale. Cette crise a suscité des tensions politiques et sociales aux États-Unis.
2. Tueries aux États-Unis : Les États-Unis sont confrontés à une épidémie de violence armée, avec des fusillades régulières dans les écoles, les lieux de culte et les centres commerciaux. Cette crise a suscité des débats politiques et sociaux sur la réglementation des armes à feu.
3. Violence liée aux gangs : Certaines villes américaines sont confrontées à une violence liée aux gangs, qui est souvent liée au trafic de drogue et à d'autres activités criminelles. Cette violence peut entraîner des homicides, des fusillades et d'autres crimes violents.
4. Violence liée aux armes à feu : Les États-Unis ont l'un des taux de violence liée aux armes à feu les plus élevés au monde, avec des milliers de morts chaque année. Cette violence peut être liée à la criminalité, à la violence domestique et à d'autres facteurs.
5. Pandémie de COVID-19 : Les États-Unis et le Canada ont été touchés par la pandémie de COVID-19, avec des taux de mortalité élevés et une situation sanitaire fragile dans certaines régions.

China and the world : the emergence of a mastodon !

Dr Daniel Kere. Mai 2023



China in the world today! For a long time, the world seemed to be dominated by a single superpower that ruled the international scene, both economically and militarily. In recent years, China has asserted itself more and more. This situation arouses our curiosity and we have tried to collect some data on the internet concerning China's economic projects in the world. This work is just a sketch that would be improved in subsequent developments.

The areas of excellence of the Chinese economy and data from each excellent sector of the Chinese economy

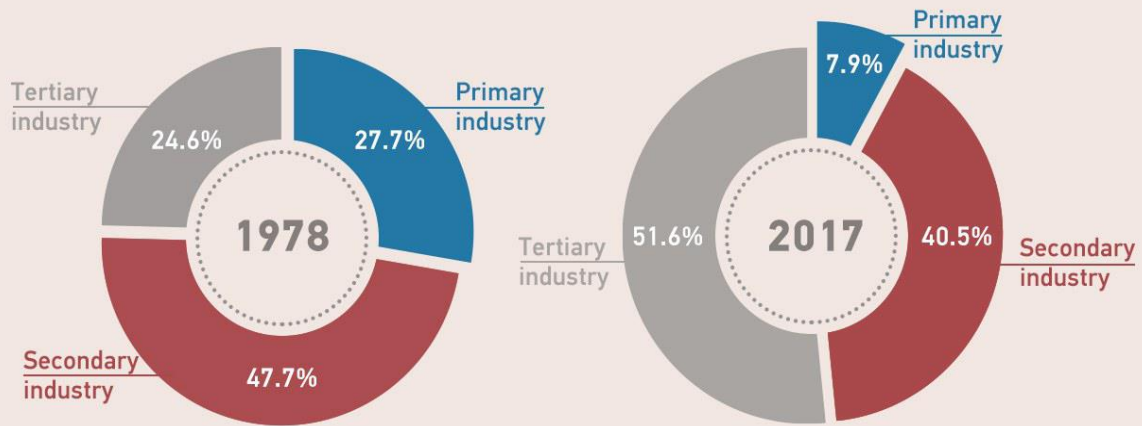
The Chinese economy has experienced rapid growth in recent years, and has developed strengths in a number of different sectors. Here are some of the main areas of excellence of the Chinese economy, along with some data on each sector:

1. **Manufacturing:** China is the world's largest manufacturer, and has developed strengths in a wide range of industries, including electronics, automobiles, and textiles. In 2020, China's manufacturing output was valued at \$4.1 trillion, according to the World Bank.
2. **Information Technology:** China is home to some of the world's leading technology companies, including Huawei, Tencent, and Alibaba. In 2020, the value-added output of China's IT industry was approximately \$1.1 trillion.
3. **Renewable Energy:** China is the world's largest producer of renewable energy, and has invested heavily in wind and solar power. In 2020, China's renewable energy capacity was estimated to be around 895 GW, according to the National Energy Administration.
4. **E-commerce:** China has a large and rapidly growing e-commerce market, with companies like Alibaba and JD.com leading the way. In 2020, China's e-commerce sales were estimated to be around \$2.5 trillion, according to eMarketer.
5. **Finance:** China has developed a sophisticated financial sector, with a number of large banks and securities firms. In 2020, the total assets of China's banking sector were estimated to be around \$45 trillion, according to the Bank for International Settlements.
6. **Biotechnology:** China has invested heavily in biotechnology, and has developed strengths in areas like genomics and stem cell research. In 2020, the value of China's biotech industry was estimated to be around \$250 billion, according to McKinsey & Company.

Composition of China's GDP by sector



CGTN



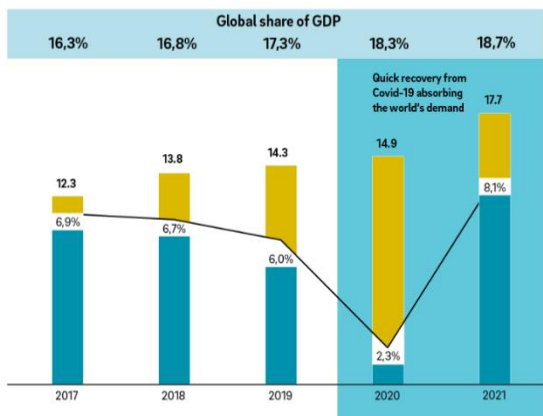
Source: National Bureau of Statistics

Illustrative picture²³

Global factory: China remains the world's manufacturing powerhouse

CHINA'S ECONOMY LED THE WORLD WITH AN 8.1% JUMP IN GDP

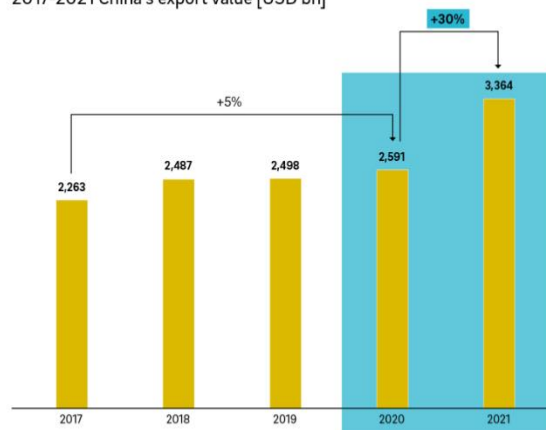
2017-2021 China's GDP and real GDP growth rate [current price; USD trillion; %]



Source IMF; National Bureau of Statistics of China; Roland Berger

CHINA'S EXPORTS HIT NEW HIGH WITH A 30% SURGE

2017-2021 China's export value [USD bn]



Roland Berger

Illustrative picture²⁴

²³https://news.cgtn.com/news/3d3d674d77677a4d31457a6333566d54/share_p.html

²⁴<https://www.rolandberger.com/en/Insights/Publications/The-new-China-story.html>

More details about Belt and Road Initiative of China

The BRI is a massive infrastructure development project launched by China in 2013. It aims to strengthen economic and trade relations with countries in Asia, Europe, and Africa, by building new transportation networks, ports, power plants, and other infrastructure projects.

The BRI is composed of two main components: the Silk Road Economic Belt, which focuses on infrastructure development and economic cooperation with countries along the original Silk Road trade route, and the 21st Century Maritime Silk Road, which aims to improve connectivity and cooperation among countries bordering the South China Sea and the Indian Ocean.

Some of the key objectives of the BRI include increasing trade, boosting economic growth, and promoting cultural exchange among participating countries. China also sees the BRI as a way to enhance its global influence and create new markets for Chinese goods and services.

However, the BRI has faced criticism from some countries and observers, who raise concerns about debt sustainability, environmental impact, and the potential for China to use the initiative for geopolitical purposes. Some countries have also expressed concern about the lack of transparency in project financing and decision-making.

Despite these challenges, the BRI has already seen significant investment and construction activity in participating countries. As of 2021, China has signed BRI agreements with over 140 countries and international organizations, and investment in BRI projects has exceeded \$4 trillion.



Illustrative picture²⁵

²⁵ <https://www.forbes.com/sites/greatspeculations/2018/09/04/chinas-belt-and-road-initiative-opens-up-unprecedented-opportunities/?sh=5130d2a73e9a>

The beneficiary countries of the Silk Road projects

The Belt and Road Initiative's (BRI) projects have involved many countries, primarily in Asia, Europe, and Africa. Some of the countries that have benefitted from BRI projects include:

1. **Pakistan:** Pakistan has received significant investment from China for the development of infrastructure projects such as the China-Pakistan Economic Corridor (CPEC), which includes road networks, energy projects, and the development of Gwadar Port.
2. **Indonesia:** Indonesia has received investment for infrastructure development, such as the Jakarta-Bandung high-speed railway.
3. **Malaysia:** Malaysia has also received investment for infrastructure development, such as the East Coast Rail Link project.
4. **Kazakhstan:** Kazakhstan has received investment for the development of transportation infrastructure, such as the Khorgos Gateway dry port.
5. **Egypt:** Egypt has received investment for the development of infrastructure projects, such as the construction of the new administrative capital city.
6. **Greece:** Greece has received investment for the development of infrastructure projects, such as the Port of Piraeus.
7. **Italy:** Italy has received investment for the development of infrastructure projects, such as the Port of Trieste.
8. **Kenya:** Kenya has received investment for infrastructure development, such as the Nairobi-Mombasa railway.

These are just a few examples of the countries that have benefitted from BRI projects. The BRI aims to create new trade and investment opportunities for countries along the Silk Road, and its projects have the potential to bring significant economic benefits to participating countries.

Data on Chinese investment sectors in Australia

The major sectors in which Chinese investment has been directed in Australia:

1. **Mining and resources:** China is a major investor in Australia's mining and resources sector, particularly in iron ore, coal, and gold mining.
2. **Real estate:** Chinese investment in Australian real estate has been significant over the past decade, with Chinese investors acquiring large amounts of residential and commercial property in major cities like Sydney and Melbourne.
3. **Infrastructure:** China has invested in a number of major infrastructure projects in Australia, including the port of Darwin and the proposed Melbourne to Brisbane high-speed rail link.
4. **Agriculture:** China has also invested in Australia's agriculture sector, particularly in dairy and meat production.

5. **Energy:** Chinese companies have invested in a number of renewable energy projects in Australia, including wind and solar farms.

Overall, mining and resources remains the largest sector for Chinese investment in Australia, followed by real estate and infrastructure. However, as I mentioned earlier, Chinese investment in Australia has declined significantly in recent years due to political tensions and increased scrutiny from the Australian government over foreign investment.

Data on Chinese investment sectors in European Union

Chinese investment in the European Union (EU) is spread across several sectors. Here are some of the major sectors in which Chinese investment has been directed in the EU:

1. **Technology:** China has invested heavily in the technology sector in the EU, particularly in the fields of artificial intelligence, robotics, and biotechnology.
2. **Energy:** China has invested in a number of major energy projects in the EU, including wind and solar power generation, as well as oil and gas exploration and production.
3. **Real estate:** Chinese investment in EU real estate has been significant over the past few years, with Chinese investors acquiring large amounts of commercial and residential property in cities like London, Paris, and Frankfurt.
4. **Infrastructure:** China has invested in several major infrastructure projects in the EU, including the Piraeus port in Greece, the Belgrade-Budapest high-speed rail link, and the Hinkley Point C nuclear power plant in the UK.
5. **Automotive:** Chinese companies have invested in several major European car manufacturers, including Volvo, Daimler, and PSA Group.

Overall, the technology and energy sectors have seen the largest Chinese investment in the EU in recent years, followed by real estate, infrastructure, and automotive industries. However, Chinese investment in the EU has declined significantly since 2017 due to increased scrutiny from EU member states over foreign investment, as well as concerns about the strategic implications of Chinese investment in certain industries.

Data on Chinese investment sectors in Asia

Some of the major sectors in which Chinese investment has been directed in Asia:

1. **Infrastructure:** China has been investing heavily in infrastructure projects across Asia under its Belt and Road Initiative (BRI), which aims to enhance connectivity and promote economic growth in the region. This has included investments in ports, railways, highways, and other transportation infrastructure.
2. **Energy:** China has been investing in energy projects across Asia, particularly in countries that are rich in natural resources such as oil, gas, and minerals. Investments have included the construction of pipelines, power plants, and renewable energy projects.

3. **Technology:** Chinese investors have been active in the technology sector in Asia, particularly in countries like India and Southeast Asia. This has included investments in e-commerce, fintech, and other technology-related industries.
4. **Real estate:** Chinese investors have also been active in the real estate sector in Asia, particularly in countries like Japan, South Korea, and Australia. This has included investments in commercial and residential properties.
5. **Manufacturing:** China has invested in manufacturing facilities across Asia, particularly in countries with low labor costs like Vietnam and Indonesia. This has included investments in industries such as electronics, automotive, and textiles.

Overall, Chinese investment in Asia has been diverse and targeted various sectors depending on the economic needs and natural resources of each country.

Data on Chinese investment sectors in USA

Here are some of the major sectors in which Chinese investment has been directed in the USA:

1. **Real estate:** Chinese investors have been active in the US real estate market, particularly in commercial properties in major cities like New York, Los Angeles, and San Francisco.
2. **Technology:** Chinese investment in the US technology sector has been significant, with investments in companies like Uber, Tesla, and WeWork. However, the US government has increased scrutiny on Chinese investment in this sector due to concerns over national security.
3. **Energy:** Chinese investors have also been investing in the US energy sector, particularly in the shale gas industry.
4. **Manufacturing:** Chinese investment in the US manufacturing sector has been growing, with investments in industries such as automotive and aviation.
5. **Agriculture:** Chinese investors have also been investing in the US agriculture sector, particularly in the soybean industry.

Overall, Chinese investment in the USA has been diverse and targeted various sectors depending on the economic needs and growth opportunities of each sector. However, there has been increasing scrutiny and restrictions on Chinese investment in certain sectors due to national security concerns.

Data on Chinese investment sectors in Canada

Some of the key sectors in which China has invested in Canada over the past few years:

1. **Energy:** China has invested heavily in Canada's energy sector, particularly in oil sands, shale gas and hydroelectricity. According to the Canada China Business Council, Chinese companies have invested more than CAD 50 billion in Canada's energy sector since 2010.

2. **Real Estate:** Chinese investors have been buying up Canadian real estate for several years, especially in major cities like Vancouver and Toronto. According to the Canada Mortgage and Housing Corporation, Chinese investment in Canadian real estate was worth CAD 2.2 billion in 2019.
3. **Technology:** Chinese companies have been investing in Canada's technology sector, especially in areas like artificial intelligence, fintech and e-commerce. Chinese tech giants like Alibaba and Tencent have established research and development facilities in Canada.
4. **Mining:** China has invested in Canadian mining companies, particularly in the resource-rich provinces of British Columbia and Ontario. China's investments in Canada's mining sector totaled CAD 1.6 billion in 2018.
5. **Agriculture and food:** China has invested in Canada's agriculture and food sectors, particularly in areas like pork and canola. Chinese companies have invested in Canadian farms, food processing facilities and distribution networks.

Data on Chinese investment sectors in Africa

Some of the key sectors in which China has invested in Africa over the past few years:

1. **Infrastructure:** China has invested heavily in infrastructure development projects in Africa, including roads, railways, ports, and airports. Some notable projects include the Mombasa-Nairobi Standard Gauge Railway in Kenya, the Addis Ababa-Djibouti Railway in Ethiopia, and the Bagamoyo port project in Tanzania.
2. **Energy:** China has also invested in Africa's energy sector, particularly in oil, gas, and renewable energy projects. China is a major investor in oil-producing countries such as Angola and Nigeria, and has also financed large-scale renewable energy projects in countries such as South Africa and Egypt.
3. **Mining:** China has invested in Africa's mining sector, with a focus on minerals such as copper, iron ore, and cobalt. Chinese companies have acquired mining assets in countries such as Zambia and the Democratic Republic of Congo.
4. **Agriculture:** China has also invested in Africa's agriculture sector, with a focus on food production and processing. Chinese companies have invested in large-scale farming operations in countries such as Zimbabwe and Mozambique, and have also financed food processing facilities in countries such as Nigeria.
5. **Manufacturing:** China has also invested in Africa's manufacturing sector, with a focus on establishing production facilities for goods such as textiles and electronics. Chinese companies have established manufacturing facilities in countries such as Ethiopia and Tanzania.

Please note that this is not an exhaustive list, and Chinese investment in Africa may also include other sectors such as telecommunications, finance, and tourism.